



Logement LPP

La réduction des prix écartée

Mauvaise nouvelle pour les souscripteurs au programme de logement LPP. Il n'y aura pas, comme espéré, de baisse du prix de ce type de logement a annoncé jeudi le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, car il s'agit, selon lui, d'une formule commerciale destinée à une certaine catégorie.

Page 2



Lutte antiterroriste dans les pays du Sahel

L'Algérie a dépensé 100 millions de dollars

L'Algérie, reconnue pour son leadership dans la lutte antiterroriste en Afrique du Nord et toute la sous-région du Sahel, joue un rôle axial dans les efforts internationaux pour combattre ce fléau.

Page 3

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 63 dollars à Londres

Page 5

Selon le ministre de la Santé Vers un changement de la forme du service civil

Page 3



Participation de la RASD au sommet UA-UE

Une «victoire pour le peuple sahraoui et de sa cause juste»

Brahim Ghali, a affirmé jeudi que la participation de la République sahraouie aux travaux du 5^{ème} sommet des présidents et chefs de gouvernements de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE) à Abidjan (Côte d'Ivoire) constituait une «victoire pour peuple sahraoui et sa cause juste».

Page 4

UA-UE

Les dirigeants africains et européens favorables à une nouvelle approche économique

assure la présidence actuelle de l'Union africaine (UA), a assuré que l'Afrique était décidée à «prendre son destin en main», évoquant notamment le volet économique, indispensable pour le développement du continent.

M. Condé a affirmé que lors de discussions «franches» avec les Européens durant ce sommet, il a été convenu d'ouvrir une «nouvelle page de partenariat» entre les deux continents, avec l'intensification des efforts et des investissements d'égal à égal en faveur de l'Afrique. Il a ainsi considéré que la coopération entre l'Afrique et l'Europe ne devrait plus reposer sur les aides et les contributions, mais

plutôt sur les investissements et des partenariats gagnant-gagnant permettant à chacune des deux parties de tirer profit des points forts de l'autre et d'être complémentaires pour l'intérêt des deux continents. Pour sa part, le président de la commission européenne, Jean-Claude Juncker, a souligné qu'entre l'Afrique et l'Europe, les relations économiques doivent s'établir sur la base d'un partenariat d'égal à égal, profitables aux deux parties à travers des investissements majeurs, susceptibles de développer le continent africain et de servir également l'intérêt de l'Europe.

Page 4



Les dirigeants africains et européens, réunis mercredi et jeudi à Abidjan (Côte d'Ivoire) dans le cadre du 5^{ème} Sommet Union africaine-Union européenne, sont favorables à l'instauration d'une nouvelle approche économique entre les deux continents pour l'établissement d'un partenariat économique durable, équilibré et équitable.

Lors d'une conférence de presse, organisée jeudi à l'issue de ce sommet, le président guinéen, Alpha Condé, dont le pays



Logement LPP

La réduction des prix écartée

Mauvaise nouvelle pour les souscripteurs au programme de logement LPP. Il n'y aura pas comme espéré, de baisse du prix de ce type de logement a annoncé jeudi le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, car, il s'agit selon lui, d'une formule commerciale destinée à une certaine catégorie.



Par S. A. Mohamed

Lors d'une séance consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a précisé que la révision du prix du LPP n'est pas à l'ordre du jour étant une formule purement commerciale, indiquant que son mode de paiement ne peut être le même que celui du logement de type location-vente (Aadl). «Les facilités dont ont bénéficié les souscripteurs de la formule Aadl ne peuvent être accordées aux souscripteurs du LPP en raison des engagements envers les banques des organismes chargés de la réalisation de ces projets», a ajouté M. Temmar. Le programme du LPP ne représente que 2% du nombre global des projets de

logement à travers le territoire national, contre 19% pour le programme Aadl et 37% pour le Logement public locatif (LPL), a-t-il fait savoir. Les souscripteurs seront donc doublement déçus, puisque, pour rappel, ils ont été surpris récemment par l'annonce de l'augmentation de la deuxième tranche à 100 millions de centimes, alors qu'initialement elle a été fixée à 500.000 DA. S'agissant des souscripteurs de la formule LPP n'ayant pas pu contracter de crédit pour payer leurs logements en raison de leur âge, le ministre a précisé qu'une concertation est en cours avec toutes les parties concernées, dont le Crédit populaire d'Algérie (CPA) pour examiner l'éventualité du transfert du paiement des échéances aux ascendants des souscripteurs. Concernant les

logements Aadl, le premier responsable du secteur a précisé que la réalisation du programme de logement arrêté se chiffre à 330 milliards de DA. Le ministre a fait état du lancement de 80 000 unités de logements AADL en 2019 qui viendront s'ajouter aux 120 000 inscrits au titre 2018, ce qui couvre le nombre global de dossiers des souscripteurs ayant versé leurs tranches et dont le nombre est de 195 000 inscrits. A une question concernant le programme AADL dans la wilaya de Souk Ahras, M. Temmar a évoqué la nécessité d'aplanir toutes les entraves pour faciliter le lancement des projets inscrits, indiquant que 1 500 logements Aadl ont été livrés à Souk Ahras en 2016. «Lors de ma prise de fonction, il y avait un écart entre les

ordres de versement (450 000) et les projets en cours de réalisation (230 000 unités)», a indiqué le ministre, rappelant les recommandations du gouvernement concernant le lancement des projets inscrits et la remise des ordres de versement aux bénéficiaires des programmes de logements dont les projets ont été lancés. Le ministre a insisté sur l'impératif de garantir le financement nécessaire pour chaque programme lancé pour éviter d'éventuels problèmes après le lancement des travaux de réalisation. Il est procédé à l'assainissement des listes des bénéficiaires des logements actuels, a indiqué le ministre, assurant que les citoyens inscrits aux nouveaux programmes et possédant déjà des logements seront écartés. S. A. M.

Enseignement supérieur

La prochaine année universitaire sera avec «zéro papier»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a affirmé, jeudi à Alger, que la prochaine année universitaire sera «une année zéro papier», soulignant que son secteur fera exclusivement appel à l'outil informatique dans toutes les opérations relatives aux inscriptions, oeuvres universitaires, comptabilité et finances.

Répondant à une question du député du Mouvement Binaa, Salim Chenin, lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, concernant certaines insuffisances ayant marqué la rentrée universitaire 2017-2018, M. Hadjar a indiqué que l'année 2018 sera «une année zéro papier», relevant à ce propos que toutes les opérations liées aux inscriptions universitaires et aux informations du secteur seront informatisées (recrutements, comptabilité, finance, inventaire...etc).

Concernant les préoccupations du même député au sujet de la «persistance du ministè-

re à poursuivre la gestion centralisée, contrairement aux dispositions du Plan d'action du gouvernement», le ministre a répondu que «si la centralisation dont vous parlez à trait à l'opération d'inscription, il est nécessaire alors de rappeler que la méthode utilisée actuellement a été lancée en 1992 et fait l'objet d'améliorations chaque année».

Dans le même contexte, M. Hadjar a indiqué que la seule chose centralisée était la base de données utilisée par le ministère, qui se trouve dans la wilaya de Laghouat et ce, en recourant à la plate-forme numérique utilisée par le ministère de l'Intérieur pour les passeports et cartes d'identité biométriques, ainsi que le ministère de l'Education.

«Nous recourons à la base de données du ministère de l'Intérieur pour les données administratives des étudiants (photos, âge, nom et prénoms .etc), et celle du ministère de l'Education pour leur parcours scolaire», a ajouté le ministre, affirmant que cette démarche s'inscrivait dans le cadre du proces-

sus adopté depuis quelques années pour parvenir à la e-gouvernance.

M. Hadjar a, par ailleurs, démenti l'existence de cas d'étudiants universitaires, qui bien que réunissant toutes les conditions nécessaires, ont été privés de s'inscrire dans certaines spécialités, affirmant à ce sujet que «le seul cas où des étudiants se sont vu refuser l'accès à une spécialité, c'est pour l'Ecole supérieure des enseignants (ENS) dont les places sont fixées selon les besoins du ministère de l'Education nationale et ce, jusqu'à 2035».

C'est le même cas pour les transferts qui sont considérés comme de nouvelles inscriptions, a-t-il ajouté. Evoquant les mouvements de protestation enregistrés au niveau de certains instituts de sport, le premier responsable du secteur de l'Enseignement supérieur a affirmé que ces derniers étaient en rapport avec les demandes de recrutement qui ne «relèvent pas des attributions de son secteur».

R. H.

Sécurité routière

De nouveaux textes prévus

Des études vont être réalisées prochainement par l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP) en vue d'élaborer des circulaires visant à renforcer la sécurité routière, a indiqué, jeudi à Alger, le directeur général de cet organisme, M. Boumediene Oukaci.

«Nous nous apprêtons à faire des études qui permettront d'élaborer des projets de circulaires pour assurer un maximum de sécurité sur les routes. Ces circulaires concerneront la problématique du frottement des pneus avec la chaussée et de l'audit de la sécurité routière», a-t-il précisé lors d'une journée technique sur «la route plus sûre et plus durable», organisée en marge de la 15^{ème} édition du Salon international des travaux publics qui se tient du 28 novembre au 1^{er} décembre.

Dans leurs interventions lors de cette rencontre, des experts ont expliqué que la sécurité routière dépendait de trois facteurs : le conducteur, le véhicule et l'environnement tels les infrastructures et les ouvrages d'art.

La thématique de cette journée technique a porté essentiellement sur le volet environnemental, à savoir la route et les ouvrages d'art et leur impact sur la sécurité routière.

«La sécurité routière au niveau des routes du pays s'est améliorée. D'autant plus que nous les réalisons actuellement en se basant sur des techniques performantes et modernes», a indiqué un directeur central auprès du ministère des Travaux publics et des Transports, M. Salah Benloucif.

Mais, a-t-il ajouté, il subsiste des mécanismes de correction à réaliser en vue de mettre à niveau ces infrastructures et de répondre ainsi aux exigences actuelles.

Selon lui, les impératifs du moment sont la réduction du nombre des victimes de la route alors que le nombre d'accidents demeure important.

En général, près de 4 000 personnes perdent la vie annuellement dans des accidents de la route en Algérie.

Pour sa part, le secrétaire général du Comité de la route transsaharienne, M. Mohamed Ayadi, a indiqué à la presse qu'actuellement, les techniques évoluent dans le pays où de nouveaux outils et méthodes existent et sont utilisés en vue d'ériger des ouvrages d'arts et de mettre à niveau les routes.

«Nous avons fait un bon nombre d'avancées : à l'indépendance du pays, nous avions 20 000 km de routes, alors qu'actuellement, nous en avons 125 000 km et nous avons encore les moyens d'en réaliser davantage», a ajouté M. Ayadi. Il a également affirmé, bien que le facteur principal dans la récurrence des accidents de la route en Algérie reste l'excès de vitesse, les causes techniques et environnementales en sont aussi des causes.

Reda A.

Lutte antiterroriste dans les pays du Sahel

L'Algérie a dépensé 100 millions de dollars

L'Algérie, reconnue pour son leadership dans la lutte antiterroriste en Afrique du Nord et toute la sous-région du Sahel, joue un rôle axial dans les efforts internationaux pour combattre ce fléau.



PAR M. AIT CHABANE

Le 5^{ème} Sommet Union africaine (UA)-Union européenne (UE) qui se tient à la capitale ivoirienne, Abidjan, a été l'occasion de réitérer ce statut de l'Algérie et sa contribution efficiente dans le combat des pays du Sahel contre ce phénomène transnational qu'est le terrorisme. Ce faisant, l'Algérie a déboursé pas moins de 100 millions de dollars en forme d'aides pour les pays de cette sous-région, pour peaufiner au mieux la lutte antiterroriste et surtout mettre sur pied une stratégie globale et commune. C'est ce qu'a révélé le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, représentant du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à ce sommet UA-UE d'Abidjan. «Sur sept ou huit ans, l'Algérie a dépensé plus de 100 millions de dollars d'aide à cinq pays (Tchad, Mali, Niger,

Mauritanie, Libye) de la sous-région du Sahel pour former une dizaine de compagnies de forces spéciales et leur donner d'énormes équipements», a-t-il déclaré à ce sujet, tout en insistant sur «l'implication solidaire de l'Algérie dans la lutte antiterroriste, dans la sous-région sahélienne, est organisée depuis plus de 10 ans à travers le Comité d'état-major opérationnel des armées (Cemoc) et d'autres mécanismes de coopération». A ce titre, Ahmed Ouyahia n'a pas manqué d'asséner des flèches à l'Union européenne fortement représentée à l'occasion de ce sommet intercontinental, en faisant comparer les efforts de l'Algérie à ceux de l'UE dans le cadre de la lutte antiterroriste dans le Sahel. Il a signalé dans ce sens «à titre comparatif et sans polémique aucune» que l'Union européenne a annoncé une aide de 50 millions de dollars pour la force G5

Afrique, relevant que cette aide provient de 28 pays de l'UE «sans être sûr si elle est débloquée ou non». Rappelant que l'expérience de l'Algérie en matière de lutte antiterroriste est «douloureusement très riche», M. Ouyahia a indiqué que sur le plan politique, l'Algérie fait «un énorme effort de participation et de réflexion en la matière». Et de rappeler le rôle pivot de l'Algérie dans la résolution de la crise libyenne, tout en dénonçant l'esclavagisme qui y prévaut. «Le mal est profond et nous espérons que l'initiative de ces pays ne fera pas oublier l'essentiel, à savoir une conjugaison des efforts de la communauté internationale sous l'égide des Nations unies pour rester sous le même parapluie et faire aboutir une solution politique regroupant nos frères libyens, lesquels arriveront à recentrer un nouveau gouvernement dans l'unité nationale et la préservation de la sou-

veraineté de ce pays frère et voisin», a expliqué le Premier ministre, tout en exhortant la communauté internationale à s'impliquer grandement pour la résolution des différents conflits armés qui minent la sous-région du Sahel. En outre, Ahmed Ouyahia a réaffirmé avec force arguments la longue expérience de l'Algérie en matière de lutte antiterroriste et sa contribution inestimable et indéniable dans la sécurisation et la pacification des pays du Sahel. «C'est le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a été chargé par ses pairs africains de prendre en charge le thème de la lutte contre le terrorisme et là, nous avons partagé avec la famille africaine et le reste du monde notre expérience, non seulement de lutte contre le terrorisme avec la kalachnikov à la main, mais aussi notre expérience de déradicalisation», a-t-il souligné.

M.A.C.

Selon le ministre de la Santé

Vers un changement de la forme du service civil

Par Rachid Chihab

La forme actuelle du service civil imposé à tous les nouveaux médecins spécialistes connaîtra des modifications dans le cadre du projet de loi sur la santé actuellement en étude au niveau de la chambre basse du parlement. C'est le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, lui-même qui a fait cette annonce jeudi à partir de Tipasa. Le nouveau projet de loi sur la santé, actuellement en examen au sein de la commission de la santé du Parlement, «permettra une révision du service civil, de forme et d'aspect nouveaux», a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'inspection de structures relevant de son secteur dans la wilaya. Il a souligné, en outre, que le service civil est un service que le médecin offre au citoyen algérien, sans fournir de plus amples informations sur la nouvelle forme que revêtira ce service.

S'agissant de la grève des médecins résidents, M. Hasbellaoui a précisé que le minis-

trère de tutelle a le devoir d'assurer une formation de haute qualité tout en mobilisant toutes les conditions et moyens nécessaires pour accompagner les médecins résidents durant leur formation, non sans souligner l'importance du transfert du savoir et de l'expertise entre les générations (étudiants/professeurs). Toutefois, le ministre a évité de donner des réponses claires aux revendications des médecins résidents qui réclament la suppression pure et simple de cette disposition décidée par les pouvoirs publics pour assurer la présence des médecins spécialistes dans les établissements de santé publique. Des assemblées générales seront tenues par les médecins résidents à partir de dimanche, dans les CHU du pays en vue de décider de la suite à donner à leur mouvement de protestation après la dernière rencontre tenue mardi entre leurs représentants et le ministre de la Santé, de la Population et la Réforme hospitalière.

Inspectant le chantier de l'Ecole paramédicale de Hadjout, le ministre a annoncé que de nouvelles mesures ont été prises dernièrement par le gouvernement au sujet des

écoles de formation paramédicale programmées à être promues au rang d'établissements supérieurs, a-t-il dit, parallèlement à l'élargissement des spécialités enseignées, de manière à les rendre conformes aux besoins des établissements hospitaliers, a-t-il fait savoir.

Une décision a été prise à cet effet dans l'objectif de tenir une série de rencontres techniques avec les partenaires sociaux (syndicats du paramédical, entre autres) en vue de déterminer la vocation (spécialité) à donner à chaque école paramédicale, ainsi que ses missions, a-t-il ajouté.

Après avoir relevé que la formation de qualité dans le domaine des sciences médicales reste l'une des préoccupations principales du gouvernement, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a instruit les responsables concernés de veiller impérativement à l'équipement de l'Ecole paramédicale de Hadjout - qu'il a qualifié d'acquis - courant mai prochain, afin de la rendre opérationnelle à la prochaine rentrée sociale.

R.C.

Référence religieuse nationale

Mohamed Aïssa prône l'Islam de nos ancêtres

Le ministre des Affaires religieuses et WaKfs, Mohamed Aïssa, a déclaré, jeudi soir à Oran, que «la référence religieuse nationale prône un Islam modéré, celui du juste milieu, celui de nos ancêtres».

Dans un point de presse organisé à la mosquée Abdelhamid Ibn Badis d'Oran en marge des festivités officielles célébrant le Mawlid Ennabaoui, Mohamed Aïssa a souligné que «notre référence religieuse est celle qui a été pratiquée de tout temps par nos aïeux, qui ont en fait une interprétation intelligente du Saint Coran, celle des compagnons du prophète Mohamed (Qsssl) et de leurs successeurs».

«Notre référence religieuse nationale est une fierté, car elle tire sa force des valeurs authentiques prônant un Islam modéré, celui du juste milieu, un Islam authentique», a-t-il ajouté.

Le ministre, qui a appelé à semer les valeurs réelles, celles de la science pour contrer l'ignorance, s'en est pris aux esprits rétrogrades, faisant observer que la Oumma El Islmia refuse d'abdiquer au «terrorisme intellectuel», de ceux qui veulent imposer leur loi.

Auparavant, le ministre a prononcé un discours véhiculant un message fort, à l'occasion du Mawlid Ennabaoui Echarif célébrée à la mosquée Ibn Badis dans une ambiance exceptionnelle, en présence du wali d'Oran, d'ulémas d'Algérie et d'Egypte, d'Imams de wilayas voisines, de cheikhs de zaouias et de présidents d'associations.

Félicitant le peuple algérien pour avoir réussi, à l'instar d'autres pays musulmans, à revenir à ses références, sources d'un Islam authentique, Mohamed Aïssa a souligné «nous faisons confiance à nos ulémas qui sont la fierté de notre pays et qui portent en eux l'amour du prophète».

Plusieurs récitants du Coran sur 200 candidats à un concours, organisé à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui par la wilaya d'Oran, ont été honorés par le ministre des Affaires religieuses et le wali d'Oran.

Les trois premiers lauréats ayant appris les 60 hizb du Coran ont bénéficié d'une contribution financière variant entre 70 000 et 100 000 DA avec, en prime, une Omra pour eux et leurs parents. Les trois premiers lauréats ayant appris 33 hizb ont bénéficié d'une Omra, en plus de contributions financières. Les trois premiers lauréats ayant appris les 15 hizb ont eu droit à des cadeaux (tablettes).

R. N.

UA-UE

Les dirigeants africains et européens favorables à une nouvelle approche économique

Les dirigeants africains et européens, réunis mercredi et jeudi à Abidjan (Côte d'Ivoire) dans le cadre du 5^{ème} Sommet Union africaine-Union européenne, sont favorables à l'instauration d'une nouvelle approche économique entre les deux continents pour l'établissement d'un partenariat économique durable, équilibré et équitable.



Lors d'une conférence de presse, organisée jeudi à l'issue de ce sommet, le président guinéen, Alpha Condé, dont le pays assure la présidence actuelle de l'Union africaine (UA), a assuré que l'Afrique était décidée à «prendre son destin en main», évoquant notamment le volet économique, indispensable pour le développement du continent.

M. Condé a affirmé que lors de discussions «franches» avec les Européens durant ce sommet, il a été convenu d'ouvrir une «nouvelle page de partenariat» entre les deux continents, avec l'intensification des efforts et des investissements d'égal à égal en faveur de l'Afrique. Il a ainsi considéré que la coopération entre l'Afrique et l'Europe ne devrait plus reposer sur les aides et les contributions, mais plutôt sur les investissements et des partenariats gagnant-gagnant permettant à chacune des deux parties de tirer profit des points forts de l'autre et d'être complémentaires pour l'intérêt des deux continents. Pour sa part, le président de la commission

européenne, Jean-Claude Juncker, a souligné qu'entre l'Afrique et l'Europe, les relations économiques doivent s'établir sur la base d'un partenariat d'égal à égal, profitables aux deux parties à travers des investissements majeurs, susceptibles de développer le continent africain et de servir également l'intérêt de l'Europe.

Il a, à cet effet, rappelé que l'Europe avait décidé de consacrer un plan d'investissements de plus de 44 milliards d'euros en Afrique d'ici à 2020, précisant que c'est aux dirigeants africains et opérateurs de choisir les domaines peuvent accueillir ces investissements.

Pour sa part, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a affiché la volonté de l'Europe d'intensifier ses investissements en Afrique dans un cadre de partenariat durable et équilibré, permettant d'assurer le développement et la prospérité des deux continents.

Intervenant à la même occasion, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, a insisté sur le partenariat équitable qui doit régir les relations économiques entre

l'Afrique et l'Europe, soulignant le rôle important de la jeunesse qui doit être un moteur de croissance économique pour les deux continents. De son côté, le président du Parlement panafricain, Roger Nkodo Dang, a indiqué que l'UA est une entité juridique, au même titre que toute autre entité juridique régionale ou continentale, et peut, de ce fait, discuter du partenariat de toute l'Afrique avec les autres unions, surtout en ce moment où le monde est multipolaire. A cet effet, M. Dang a insisté sur la nécessité de définir la manière avec laquelle l'UA et l'UE doivent établir leur partenariat, soulignant que le renforcement du dialogue et des négociations entre les deux continents permettront de trouver un accord fixant les priorités et les objectifs de chacun.

Une vision partagée par le président du Parlement européen, Antonio Tajani, qui a affirmé que les pays européens et africains devraient changer leur approche qui ne doit plus reposer sur l'aide au développement mais sur un partenariat d'égal à égal avec des investissements massifs axés sur le

développement des personnes et de l'économie réelle pour développer le continent africain.

C'est dans cet objectif que le président ivoirien, Alassane Ouattara, a appelé les pays européens à accroître leurs investissements en Afrique, notamment dans les infrastructures, l'énergie et le numérique.

C'est ainsi que dans leur déclaration finale, sanctionnant les travaux de ce sommet, les dirigeants africains et européens se sont engagés à intensifier leurs efforts conjoints pour promouvoir la transformation économique et le développement durable en Afrique.

Ils se sont alors engagés à mobiliser les ressources financières et techniques nécessaires pour soutenir les projets prioritaires communs, en utilisant des instruments et mécanismes intégrés, dans le contexte de la relation unique entre l'Afrique et l'UE, notamment en termes d'échanges commerciaux et d'investissements. Les investissements prévus en Afrique sont destinés notamment aux secteurs de l'agriculture, l'agro-industrie, l'industrie, les énergies renouvelables ainsi que le numérique. Placé sous le thème «Investir dans la jeunesse pour un développement durable», le 5^{ème} sommet UA-UE s'est tenu en présence de 83 chefs d'Etat et de gouvernement représentant 55 pays d'Afrique et 28 pays d'Europe, ainsi que de la Commission de l'UA, de la Commission de l'UE, d'organisations internationales et régionales. La délégation algérienne a été conduite par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui a représenté le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

R. N.

L'enquête est encore en cours

La Libye dément les allégations d'esclavage

Le chargé d'affaires et chef de la mission de la Libye à Malte, Elhabib Alamin, a déclaré que la Libye enquêtait sur les allégations selon lesquelles il existerait des «marchés aux esclaves» dans son pays, affirmant que cette pratique n'était par représentatif du comportement du peuple libyen.

Les ministères libyens de l'Intérieur et de la Justice ont publié des communiqués, déclarant qu'ils s'attelaient à authentifier la vidéo diffusée par la chaîne de télévision américaine CNN en novembre.

«Quand vous avez des chiffres et des statistiques, vous pouvez dire qu'il s'agit d'un phénomène. Mais personne n'en dispose sur le sujet, tout ce qu'il y a est une vidéo de CNN», a souligné M. Alamin lors d'une conférence de presse tenue jeudi à l'ambassade de Libye à Malte.

Si la vidéo montre que les migrants sont vendus au plus offrant, M. Alamin a toutefois fait observer que ceux-ci étaient souvent transférés d'un groupe de passeurs à un autre dans leur voyage vers l'Europe.

«Quoi que ce soit, cela n'est pas représentatif du comportement du peuple libyen. Les passeurs sont des criminels qui ont même enlevé des Libyens», a-t-il déclaré.

«Il est bien évident que l'on ne peut pas demander à un malade d'assumer davantage de responsabilités. Ce n'est un secret pour personne que la situation en Libye n'est pas bonne et que de nombreux Libyens souffrent du manque d'argent et de services», a-t-il rappelé.

Lors de la conférence de presse finale du 5^{ème} Sommet UA-UE à Abidjan (Côte d'Ivoire) dont les travaux ont été clôturés jeudi, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a annoncé que quelque 3 800 migrants africains en Libye doivent être rapatriés d'urgence, soulignant que le chiffre global de migrants en Libye se situait «entre 400 000 et 700 000».

Les 3 800 migrants, majoritairement de l'Afrique de l'Ouest, ont été recensés dans un camp près de Tripoli, vivant dans des «conditions inhumaines», a affirmé Moussa Faki Mahamat.

«Ils veulent sortir le plus rapidement possible de ce guépier» et doivent être rapatriés d'urgence, a-t-il ajouté.

«Mais il ne s'agit que d'un seul camp», a souligné M. Faki, indiquant que «le gouvernement libyen nous a dit qu'il y en a 42. Certainement qu'il y en a plus que cela. On parle de 400 000 à 700 000 migrants africains en Libye».

«Il faut d'abord secourir d'urgence ceux qui sont dans cette situation et nous réfléchissons ensemble, Libye, Union européenne, Union africaine, ONU, pour trouver des solutions plus pérennes à cette question de la migration», a-t-il conclu.

Les dirigeants de neuf pays européens et africains, dont la Libye, ainsi que de l'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine, ont décidé en marge du 5^{ème} Sommet UA-UE de mener des «opérations d'évacuation d'urgence dans les prochains jours ou semaines» des migrants victimes des trafiquants en Libye.

La Libye a réaffirmé son accord pour identifier les camps où des scènes de barbarie ont été identifiées. Le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union libyen, Fayed Sarraj, a donné son accord pour qu'un accès puisse être assuré.

R. N.

Participation de la RASD au sommet UA-UE

Une «victoire pour le peuple sahraoui et de sa cause juste»

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a affirmé jeudi que la participation de la République sahraouie aux travaux du 5^{ème} sommet des présidents et chefs de gouvernements de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE) à Abidjan (Côte d'Ivoire) constituait une «victoire pour le peuple sahraoui et sa cause juste». Dans une déclaration en marge du 5^{ème} sommet de partenariat UA-UE qui s'est tenu à Abidjan, le président sahraoui a précisé que la «position africaine unifiée, procédant de l'attachement à l'Acte constitutif a mis en échec toutes les tentatives marocaines visant à exclure la Rasd et montré aux Africains l'intention malveillante du Maroc de disloquer l'unité africaine».

Le président de la Rasd a salué, dans ce sens, la «position consensuelle des

pays africains sur la participation des pays membres de l'UA à tout partenariat regroupant l'Afrique avec ses partenaires», soutenant que «cette position démontre au monde entier et à tous les partenaires que la Rasd ne peut être ignorée en sa qualité de membre permanent et fondateur de l'UA». La Rasd avait participé au sommet sur invitation du Bureau du président de l'UA à l'instar de tous les autres pays membres. Le président sahraoui a reçu le 31 octobre dernier une invitation officielle du président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, pour assister au sommet.

La présence de la Rasd à ce sommet constitue une réaffirmation de la position unifiée de l'Afrique quant à la nécessité de mettre un terme à l'occupation des territoires de la République sahraouie, membre fondateur de cette union, attaché au respect de son Acte constitutif et

ardent défenseur de ses principes et de sa ligne politique en faveur de la décolonisation de l'Afrique. Cette présence se veut aussi un message clair et fort au Maroc, qui a vainement manœuvré pour empêcher la participation de la Rasd, que la Rasd est une réalité et un membre fondateur et actif au sein de l'instance panafricaine.

A ce propos, le ministre-délégué et conseiller à la présidence sahraouie, M. Bachir Mustapha Sayed a estimé, en marge des travaux du sommet, que ce qui s'est passé au sommet d'Abidjan permettra «d'aller vers l'apaisement dans la région et vers l'édification du Grand Maghreb arabe avec le Sahara occidental», affirmant que la participation de la Rasd à cette rencontre est «un acquis et une victoire pour la cause sahraouie».

R. N.

Opep

L'accord de réduction de la production prolongé jusqu'à la fin 2018

L'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep) et des pays producteurs non membres ont décidé jeudi de prolonger jusqu'à la fin de 2018 leur plafonnement de production destiné à réduire les stocks mondiaux et à stabiliser le redressement des prix, tout en laissant entendre que l'accord pourrait être rompu plus tôt que prévu en cas de surchauffe du marché.



La Russie, veut qu'un message clair soit adressé au marché concernant la fin de la validité du présent accord pour éviter qu'il ne se retrouve en situation de pénurie, que les cours ne montent trop vite et que les Etats-Unis n'augmentent trop fortement leur propre production.

L'accord en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017, portant sur une réduction globale de la production des pays signataires de 1,8 million de barils par jour (mbj) environ, court jusqu'en mars 2018 inclus.

Le ministre du Pétrole iranien Bijan Zanganeh a dit à la presse que l'Opep avait décidé de prolonger

l'accord de neuf mois, soit jusqu'à la fin de l'année prochaine, comme le marché s'y attendait.

L'Opep a également décidé de plafonner la production du Nigeria et de la Libye aux niveaux de 2017 mais sans donner de chiffre précis, a-t-il ajouté. Ces deux pays bénéficiaient jusque là d'une dérogation à l'accord en raison de leur situation politique troublée qui débouchait sur des productions inférieures à la normale.

Avant la réunion, le ministre de l'Energie saoudien Khalid al-Falih, estimait que parler d'un arrêt de l'encadrement de la production serait prématuré pendant encore

quelques trimestres.

Un point sur la situation sera fait lors de la prochaine réunion de l'organisation, en juin, avait-il dit.

«Lorsque nous sortirons de l'accord, nous le ferons très progressivement pour être sûrs de ne pas perturber le marché», avait déclaré le ministre saoudien.

Les ministres du Pétrole irakien, iranien et angolais avaient également signalé qu'un réexamen de l'accord était envisageable en juin si le marché devenait trop tendu.

Zanganeh a dit par la suite qu'aucun débat d'aucune sorte n'avait eu lieu au sein de l'Opep à ce sujet. Néanmoins, le projet de communiqué de

l'Opep dit qu'un point sera fait en juin sur la base des fondamentaux.

«Nous examinerons la situation du marché et ses besoins et déciderons s'il y a lieu de maintenir le même degré de réduction ou au contraire de le diminuer ou l'augmenter», a expliqué un délégué.

Les cours du brut dépassant actuellement les 62 dollars le baril, Moscou craint que les Etats-Unis - non partie à l'accord - n'en profitent pour augmenter fortement leur production.

Les stocks mondiaux restent supérieurs de 140 millions de barils à leur moyenne de cinq ans, selon l'Opep.

K. M.

Dynamique économique

Le rôle de la communication publicitaire en débat

■ Le rôle de la communication publicitaire dans la dynamique économique a été au centre d'un débat, jeudi à Alger, en présence de spécialistes de la question.

La communication publicitaire «permet de créer de la valeur en stimulant la consommation et génère des revenus, ce qui contribue dans le budget de l'Etat à travers l'impôt et la taxe», a indiqué à l'APS, Réda Ghebbi, expert en communication auprès du Groupe MédiaAlgeria, en marge des 11^{èmes} Journées euromaghrébines de la communication publicitaire.

Relevant que la communication publicitaire «permet également à de nouveaux acteurs économiques de se développer», le spécialiste a évoqué la question de «la digitalisation» et les enjeux qui se posent autour d'elle.

Il a estimé, dans ce sens, que «le marché n'est pas prêt actuellement à faire face à tous les enjeux qui se posent, notamment le fait que les géants du marché du digital sont en train de capter les budgets publicitaires sans renverser le moindre sou aux producteurs de contenus et sans rien payer en termes d'impôts». M. Ghebbi a souligné qu'il s'agit d'un «enjeu majeur» auquel font face de «nombreux pays à tel point que même des pays développés n'arrivent plus à gérer ces géants du digital», ajoutant que ces pays «sont obligés de se constituer en groupement de pays pour pouvoir parler dans un rapport de forces équitable face aux géants du Gafa (Google, Amazon, Facebook, Apple)».

Pour sa part, Xavier Dordor, directeur général de CBNews (magazine français de la communication), a indiqué que la communication publicitaire «favorise l'innovation, la création de nouveaux produits de service et contribue à la création d'emplois de qualité». Estimant que la communication publicitaire n'a pas que du «positif» dans le sens où elle peut être «mensongère» et «manipulatrice», il a plaidé pour une «industrie de la communication forte basée sur la confiance» entre l'annonceur et le destinataire.

L. H.

A partir d'aujourd'hui

Le vice-ministre chinois du Commerce en visite de travail en Algérie

■ Le vice-ministre chinois du Commerce, Yu Jianhua, effectuera, à partir d'aujourd'hui, une visite de travail de trois jours en Algérie à la tête d'une importante délégation, dans le cadre du renforcement de la coopération économique et commerciale algéro-chinoise, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Cette visite «qui s'inscrit dans le cadre des relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et la Chine, hissées au niveau d'un partenariat stratégique global en 2014, sera l'occasion pour les deux parties d'examiner l'état de la coopération économique bilatérale et les voies et moyens de son renforcement et sa consolidation», précise le communiqué.

Durant cette visite, M. Jianhua aura notamment des entretiens avec le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Noureddine Ayadi, avec lequel il procédera à la signature d'un accord de coopération économique et technique, note la même source, ajoutant que d'«autres accords devraient, également, être signés à l'occasion de cette visite».

R. E.

Coopération industrielle et minière

L'ambassadeur de Singapour chez Yousfi

■ Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, s'est entretenu jeudi à Alger avec l'ambassadeur de Singapour, Mohamed Alami Musa, avec lequel il a évoqué les perspectives de la coopération industrielle et minière entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, M. Yousfi a mis en exergue «les opportunités d'investissement que pourraient saisir les entreprises singapouriennes en Algérie».

A cet effet, il a fait savoir que son département ministériel «était disposé à apporter l'appui nécessaire pour encourager les projets de partenariats industriels entre les opérateurs des deux pays», a précisé la même source.

Tout en soulignant l'importance qu'accorde son gouvernement pour développer des partenariats avec les opérateurs algériens, l'ambassadeur de Singapour a proposé l'organisation de rencontres entre les communautés d'affaires dans les deux pays, a conclu le communiqué.

R. L.

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 63 dollars à Londres

Les prix du pétrole ont enregistré une légère hausse vendredi en cours d'échanges européens au lendemain d'un accord des pays de l'Opep et de leurs partenaires, dont la Russie, pour prolonger leurs quotas de production. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 63,15 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 52 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en janvier valait 57,78

dollars, 38 cents de plus que la veille. Cette hausse des prix du pétrole intervient au lendemain de la décision de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep) et des pays producteurs non membres de prolonger jusqu'à la fin de 2018 leur plafonnement de production destiné à réduire les stocks mondiaux et à stabiliser le redressement des prix, tout en laissant entendre que l'accord pourrait être rompu plus tôt que prévu en cas de surchauffe du marché. En vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017, l'accord portant sur une réduction globale de la production des pays signataires de 1,8 million de barils par jour (mbj) environ, court

jusqu'en mars 2018 inclus. Pour rappel, l'Organisation a également décidé de plafonner la production du Nigeria et de la Libye aux niveaux de 2017, avait indiqué à la presse le ministre du Pétrole iranien, Bijan Zanganeh.

Ces deux pays bénéficiaient jusque là d'une dérogation à l'accord en raison de leur situation politique troublée qui débouchait sur des productions inférieures à la normale. Les cours du brut dépassent actuellement les 62 dollars le baril et selon l'Opep, les stocks mondiaux restent supérieurs de 140 millions de barils à leur moyenne de cinq ans.

T. L.

Pêche et aquaculture

Sortie du premier catamaran fabriqué en Algérie

Le premier catamaran fabriqué en Algérie par une société mixte algéro-française et destiné au secteur de l'aquaculture marine, un navire jusque-là importé de l'étranger, a été inauguré jeudi à Bouharoun (Tipasa) par le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi.



Ce catamaran, fabriqué par la société Piriou-Algérie, créée en 2015 entre le groupe français Piriou, en tant que technologue, et l'entreprise algérienne Ccnbh (chantier de construction et réparation navale de Bouharoun-ex Ecorep), filiale du groupe mécanique AGM, a été construit pour le compte d'un investisseur privé dans l'aquaculture maritime de la wilaya de Chlef, en l'occurrence M. Zellal Mohamed.

«Je suis très fier de ce navire que j'ai acquis auprès de Ccnbh-Piriou en déboursant 61,6 millions de DA seulement alors qu'il fallait auparavant dépenser 500 000

d'euros en moyenne pour l'acquisition du même navire», a déclaré cet investisseur à la presse lors de la cérémonie d'inauguration.

En plus, l'entretien et la maintenance seront assurés par la société constructrice elle-même, «ce qui me fera gagner du temps et des devises puisque la maintenance se faisait jusque-là à l'étranger», a-t-il soutenu.

Les responsables de la société ont fait savoir que le taux d'intégration de ce catamaran, fabriqué en aluminium, avoisine les 70% hors moteur.

C'est «un projet important qui entre dans le cadre du programme du gouvernement et des instruc-

tions du Président de la République pour la diversification de l'économie et de l'industrie nationale. Il fera économiser au pays des importations de navires payées chèrement en devises», a déclaré M. Yousfi en faisant savoir que Piriou-Algérie allait se lancer dans la fabrication d'autres types de navires.

Ce projet «nous offre une réponse locale à la forte demande sur les catamarans», s'est réjoui à son tour le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Kamel Chadi, en faisant savoir qu'à moyen terme, le secteur a besoin de 190 catamarans

destinés à l'aquaculture marine.

La société mixte se lancera prochainement dans la fabrication sur le site de Bouharoun d'une nouvelle gamme d'embarcations de pêches et de servitudes portuaires (remorqueurs), en acier et en aluminium, sous le label Piriou, un leader européen en la matière.

Cette gamme est composée de trois principales familles d'embarcations de taille allant de 16 à 40 mètres, ont expliqué les responsables de la Ccnbh.

Il s'agit de navires de pêche et d'aquaculture marine, de remorqueurs, de barges de maintenance et antipollution en plus d'embarcations de 5 à 12 mètres en fibre de verre.

A titre d'exemple, la Sonatrach s'apprête à faire plusieurs commandes auprès de la Ccnbh-Piriou pour la construction d'un navire remorqueur, pour un montant de 423 millions de DA, d'un bateau de maintenance en acier d'un coût de 1,46 milliard de DA et d'une barge antipollution en acier pour 1,13 milliard de DA.

La construction d'embarcations en acier, actuellement importés, permettra de réaliser un taux d'intégration de 40% (hors moteur) dès la première année pour atteindre 70% avec l'utilisation de moteurs marins de fabrication locale.

Piriou Algérie assurera également la réparation, l'entretien et la maintenance du parc d'embarcation de pêche au niveau national dès le deuxième semestre de 2018. Elle prendra en charge également les arrêts techniques des embarcations et des remorqueurs y compris les thoniers.

Créée en janvier 2015, avec un capital social de 312 millions de DA répartis selon la règle 49-51% et des investissements de 2,2 milliards de DA, cette société mixte devra employer 500 personnes à moyen terme. **K. M.**

Selon le ministre Intérêt pour la formation aux métiers du tourisme

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a affirmé, jeudi à Beni Abbès (wilaya de Béchar) que la formation aux métiers du tourisme est inscrite dans la stratégie de développement du secteur.

La formation aux métiers du tourisme est inscrite dans le cadre de la stratégie de développement et de promotion du tourisme dans le sud-ouest du pays, a souligné le ministre lors de sa visite d'inspection du nouvel institut national supérieur de formation professionnelle (Insfp), spécialisé dans les métiers du tourisme, situé au chef lieu de la wilaya déléguée Beni Abbès (240 km au sud de Béchar).

M. Mermouri a indiqué à cette occasion que cette nouvelle infrastructure qui sera ouverte dès la prochaine session de formation (Février 2018), s'inscrit aussi dans le cadre des actions de réhabilitation du circuit touristique de la Saoura et du Gourara (Adrar), régions à forte potentialités touristiques dont «la promotion fait partie de nos efforts de relance des activités touristiques et surtout de l'investissement public et privé dans le secteur».

L'Insfp de Beni Abbès (500 places pédagogiques), en voie de réception, a nécessité une autorisation de programme (réalisation et équipement) de plus de 432 millions de DA et ce, dans le but de renforcer les structures de formation aux métiers du tourisme, notamment la gestion hôtelière et guides touristiques, selon les responsables locaux du secteur de la formation professionnelle.

Toujours dans cette collectivité locale, le ministre s'est enquis des travaux de modernisation et de rénovation complète de l'hôtel Rym, sous tutelle de la chaîne d'hôtels El Aurassi (Alger).

Ce chantier, lancé en mai 2016 et pris en charge par une entreprise étrangère, a nécessité une enveloppe financière de plus d'un milliard de DA pour les travaux de modernisation et de rénovation au titre d'une vaste opération de réhabilitation d'établissements hôteliers relevant du secteur public.

Les travaux de cette unité hôtelière qui sera réceptionnée en mai 2018 concerneront la rénovation et modernisation des 112 chambres qui totalisent 240 lits, en plus de la réalisation de sept bungalows, quatre suites seniors, un théâtre en plein air, un parking et un restaurant (100 couverts), outre la modernisation des différents réseaux (téléphone, eau, assainissement) de cet hôtel réalisé au début des années 1970. **R. T.**

E-paiement des polices d'assurance

Signature d'une convention CPA-CAAR

Une convention a été signée, jeudi à Alger, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (Caar) pour le lancement du service de paiement par internet (e-paiement) des polices d'assurance.

Ce document a été paraphé par les P-DG du CPA et de la Caar, respectivement, Omar Boudieb et Brahim Djamel Kessali, en présence du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya.

Dans une première phase, ce mode de souscription en ligne s'appliquera au produit d'assurance Multirisque Habitation (MRH), permettant aux clients de la Caar, détenteurs d'une carte interbancaire (CIB) émise par n'importe quel établissement bancaire activant en Algérie, de payer leur police d'assurance MRH à travers le portail web de cet assureur public.

Ce service de paiement en ligne se verra prochainement généralisé à d'autres produits d'assurance commercialisés par la Caar, dont notamment l'assurance catastrophe naturelle (CatNat), a expliqué le P-DG de cette compagnie d'assurance dont le réseau commercial dispose de pas moins de 42 Terminaux de paiement électronique (TPE).

Cette opération «s'inscrit dans le cadre de la dynamique engagée par les pouvoirs publics visant à conforter davantage le processus de modernisation des moyens de paiement électronique en Algérie et la numérisation de l'économie», a indiqué le P-DG du CPA.

Selon lui, ce service vient renforcer le partenariat CPA-Caar à la faveur de la mise en place, à travers les guichets du CPA, des activités de bancassurances pour la vente des produits d'assurance-dommages et de personnes de la Caar et de sa filiale Carama.

Pour sa part, le ministre des Finances a déclaré à la presse qu'une convention similaire serait signée à la fin décembre 2017 entre la Banque algérienne de développement rural (Badr) et la Société algérienne des assurances (SAA).

Par ailleurs, il a relevé que plus de 100 000 opérations de e-paiement avaient été effectuées depuis octobre 2016.

Affirmant que les sociétés d'assurance ont «entamé le virage du numérique» avec la mise en place d'un certain nombre de service d'assurance via le net, M. Raouya a estimé que cette avancée intervenait suite à la démarche de modernisation engagée par les pouvoirs publics

pour répondre aux attentes des consommateurs.

Dans ce cadre, il a mis en exergue l'importance des mesures prises dans le cadre du texte de Loi des finances 2018 qui stipule que tout agent économique qui offre des biens ou services à des consommateurs doit mettre à leur disposition des TPE pour leur permettre, à leur demande, de régler le montant de leurs achats par carte de paiement électronique.

Selon le ministre, les entreprises qui veulent rester compétitives et réaliser un niveau de performance élevé tout en assurant une réelle proximité avec la clientèle sont tenues d'investir dans les nouvelles technologies.

Il a alors précisé que son département ministériel accordait une grande importance à la digitalisation des transactions dans l'ensemble des secteurs financiers, appelant à poursuivre les efforts de numérisation et de modernisation pour réunir les conditions d'une mutation réussie de l'économie nationale.

«Cette orientation est totalement appuyée par les pouvoirs publics avec la définition d'une démarche intersectorielle afin d'asseoir des bases pour l'émergence d'une économie numérique», a-t-il soutenu. **T. G.**

Durant deux programmes quinquennaux

910 projets de recherche en santé financés

Quelque 910 projets de recherche en matière de santé ont été financés en deux décennies sur un total de 1 739 projets soumis à l'Agence thématique de recherche en sciences de santé (ATRSS), a-t-on appris de son directeur général.



L'Atrss, ex-Agence nationale de recherche en sciences de santé (Andrs), a contribué, depuis 1997, à la réalisation de deux programmes quinquennaux de la recherche scientifique et de développement technologique (1998-2002) et (2008-2012). Sur un total de 1 739 projets de recherche soumis, 910 ont été financés, a indiqué à l'APS, Nabil Aouffen en marge de la 1^{ère} édition du Salon de la pharmacie, de la parapharmacie et du confort au quotidien (Pharmex), ouvert jeudi.

L'Atrss a eu à gérer jusqu'en 2017 11 contrats programmes relevant du Programme national de recherche (PNR) santé, dont neuf résultats de ses propres appels à projets. Le nombre de projets financés représente un taux de 52% des projets déjà soumis, ce qui témoigne de l'importance qu'accorde l'Etat à la recherche scientifique, a-t-il dit.

L'enveloppe allouée par le gouvernement pour la recherche

scientifique en général est de 20 milliards de DA/an. Toutefois, le projet de recherche ne peut être financé que s'il a un réel impact socio-économique sur le citoyen, a-t-il souligné.

Parmi les projets de recherche retenus, 80 sur les produits pharmaceutiques ont été retenus de 1997 à 2010, soit un taux de 16% des projets financés. Quatre produits ont été brevetés, «ce qui représente un résultats très remarquable», a estimé Nabil Aouffen, avant de souligner : «Cela nous pousse à encourager davantage les chercheurs et leur donner plus d'opportunités de travail et de financement nécessaire». Le DG DE l'Atrss a affirmé l'importance du partenariat université-industrie pharmaceutique dans la promotion de ce domaine autour d'un seul but qu'est la diminution de la facture d'importation du médicament.

«Au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, la

coopération université-industrie pharmaceutique est une priorité actuelle. Toutes les universités du pays ont été instruites pour élaborer ce genre de partenariat et le concrétiser», a indiqué M. Aouffen, invitant les grands laboratoires algériens à financer les projets de recherche en produits pharmaceutiques.

Pour lui, l'innovation doit être au service de ce but escompté par les pouvoirs publics, qu'est la diminution de la facture d'importation. «Nous avons commencé à le faire et nous continuerons, puisque la facture a sensiblement baissé. Actuellement, nous sommes à pratiquement 50% de production locale et 50% d'importation», a-t-il ajouté.

Dans ce cadre, il a souligné que «l'Algérie pourra vivre très prochainement un inversement de la situation en sa faveur, car sa production pharmaceutique locale est en plein essor et elle le continuera. Les compétences humaines et le financement exis-

tent. Nous espérons dans un futur proche voir cette situation s'améliorer davantage».

Le premier Salon de la pharmacie, de la parapharmacie et du confort au quotidien (Pharmex), qui s'étale jusqu'à samedi prochain, connaît la participation d'une cinquantaine d'exposants de plus de 70 marques de produits.

Initié par l'agence de communication et d'événementiel Pertinence consulting, cet événement réunira plusieurs acteurs dans le domaine de la pharmacie et la production, distribution et marketing pharmaceutiques.

Un riche programme scientifique a été élaboré pour l'occasion. Près de 25 communications seront présentées, trois jours durant, traitant de la réglementation et de l'aspect socio-économique du médicament en Algérie, de la pharmacovigilance en Algérie et de la phytothérapie et l'innovation thérapeutique.

R. T.

Caravane médicale du CHU Douéra à l'hôpital de Ferdjioa

Plusieurs opérations chirurgicales effectuées

Plus de 65 opérations chirurgicales et 165 consultations médicales ont été effectuées dans le cadre de la caravane médicale du CHU de Douéra (Alger), à l'issue de sa mission de quatre jours à l'hôpital Mohamed-Medahi de Ferdjioa (Mila), a déclaré jeudi le chef du service de chirurgie viscérale au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Douéra, le Pr Ahmed Azouaou.

Composée de 18 spécialistes, la caravane, qui s'est déplacée pour la cinquième année consécutive à Mila dans le cadre d'un jumelage, a été appuyée par la participation du corps

médical et des paramédicaux de l'hôpital Mohamed-Medahi de Ferdjioa, a expliqué le Pr Azouaou.

Le chef de l'exécutif local, M. Ahmed Zinedine Ahmouda a salué, au cours d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya en l'honneur des membres de cette caravane, en présence du directeur de la santé et de la population (DSP), cette initiative, souhaitant son élargissement aux autres hôpitaux de la région en vue d'améliorer la prise en charge médicale dans la wilaya. Il a, à cette occasion, annoncé la réalisation prochaine d'une école paramédicale

à Mila, juste après le choix du terrain devant accueillir cette infrastructure et l'entreprise de réalisation. De son côté, le DSP, M. Saïd Ouabasse, a mis en avant l'amélioration de l'encadrement médical au sein des hôpitaux de la wilaya avec le recrutement de 55 médecins, même si ces établissements, a-t-il dit, enregistrent un déficit d'anesthésistes et d'obstétriciens.

Une caravane de chirurgie ophtalmologique sera prochainement organisée, a encore annoncé le directeur de la santé et de la population de Mila.

R. N.

Pour prévenir les maladies

Appels à établir une politique de soutien à l'allaitement maternel

Les participants au troisième congrès international de la Société algérienne de nutrition ont axé leurs interventions jeudi à Constantine sur l'importance d'«établir une politique d'accompagnement et de soutien à l'allaitement maternel dans la durée pour prévenir les diverses pathologies».

«Soutenir l'allaitement maternel dans la durée au sein des familles, dans la société et en milieu professionnel, contribuera à favoriser une croissance normale du nourrisson qui le prémunira de diverses pathologies et générera des avantages certains pour la santé publique», a expliqué l'expert en nutrition, Ismail Ali, de l'université d'Alger, lors du dernier jour de ce congrès, qui s'est ouvert mardi à l'université Mentouri de Constantine.

«Le lait maternel répond aux besoins du bébé dès sa naissance et procure des bienfaits pour sa santé et son développement. Il met toute une société sur la voie de réflexes sains pour une nutrition équilibrée», a souligné le spécialiste, insistant sur l'importance de l'allaitement également pour la mère, dans la mesure, a-t-il expliqué, où l'allaitement contribue au contrôle du poids pour la maman et la prévention du cancer du sein, entre autres».

De son côté, le Pr Marie Josephe Amiot Carlin, de l'université de Montpellier (France), a évoqué «le modèle nutritionnel méditerranéen», basé notamment sur la consommation de l'huile d'olive et ses bienfaits dans la prévention des maladies cardiovasculaires, le cancer et le diabète.

Elle a également valorisé le régime alimentaire méditerranéen caractérisé par la consommation en abondance de fruits, légumes, légumineuses, herbes aromatiques, et céréales, soulignant l'apport de ce régime alimentaire dans la réduction des risques du syndrome métabolique.

La présidente de la Société algérienne de nutrition, Malika Bouchenak, a évoqué la transition nutritionnelle qui s'éloigne de l'alimentation traditionnelle dans les sociétés des pays méditerranéens même si, a-t-elle appuyé, «en Algérie on continue à consommer des plats traditionnels».

Le 3^{ème} Congrès international de nutrition tenu à la salle des conférences du campus Tidjani-Heddad a vu la participation de dizaine d'universitaires et nutritionnistes.

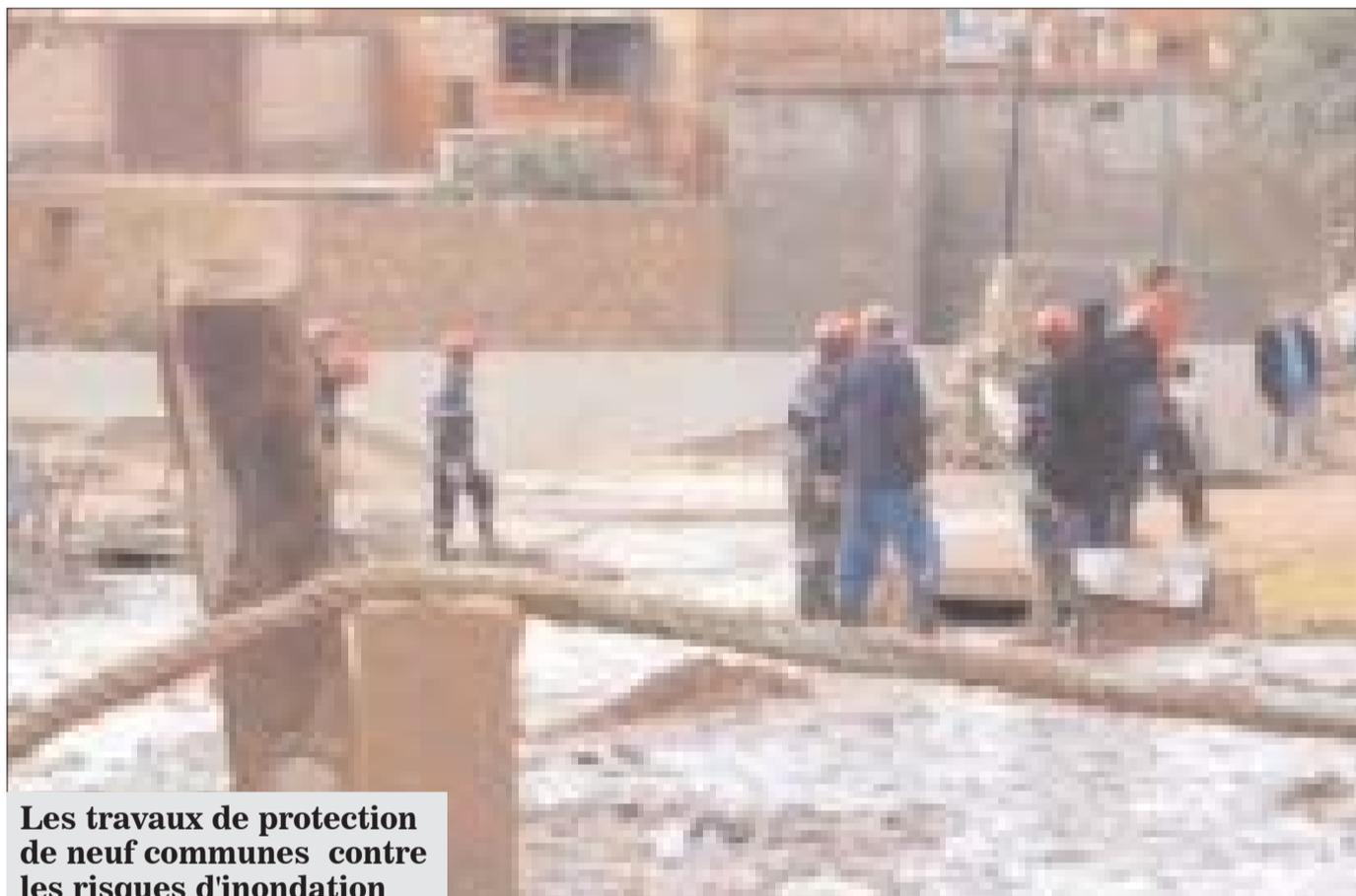
Des recommandations devant être communiquées à l'issue des travaux de ce congrès, a-t-on souligné.

K. M.



EL Bayadh

Achèvement de travaux de protection contre les risques d'inondation



Les travaux de protection de neuf communes contre les risques d'inondation ont été achevés dernièrement dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris jeudi auprès de la direction des ressources en eau (DRE).

Le chef du service assainissement à la DRE, Djebiri Abdelkader, a indiqué que ces projets, dont ont bénéficié les communes de Labiodh Sidi Cheikh, Kef Lahmar, El Meherra, Stitten, Boualem, Sidi Taifour et Sidi Slimane, ainsi que le village de Sidi

Khelifa, relevant de la commune d'El Khaïter, et l'agglomération urbaine de Chellal Kablia, dans la commune de Chellala, entrent dans le cadre du plan lancé par les services de la wilaya pour protéger les villes contre les inondations portant sur la réalisation de canalisations de drainage et d'évacuation des eaux pluviales loin des centres d'habitat.

Au total 55 km de canalisations ont été réalisés dans ces villes pour un coût de 900 millions DA, a-t-on fait savoir.

Une autre opération similaire sera lancée pour protéger la localité de Brizina contre le risque d'inondation avec la réalisation des canalisations de drainage du

cours d'eau loin des agglomérations d'habitat, a annoncé le même responsable, soulignant que l'opération de maintenance des parois de l'oued, qui s'étend sur sept kilomètres au milieu du tissu urbain de la ville d'El Bayadh, a atteint un taux d'avancement de 50 %.

L'opération porte notamment sur la rénovation des parois de l'oued endommagées par les inondations de 2011, a indiqué M. Djebiri, précisant que l'achèvement total du projet, ayant nécessité une enveloppe de 75 millions DA, est attendu avant la fin du premier trimestre de l'année prochaine.

R. B.

Laghouat

Plus de 6.000 emplois grâce aux projets de proximité

Pas moins de 6.040 postes d'emploi ont été créés à travers la wilaya de Laghouat dans des projets de proximité inscrits au titre du Programme de développement rural intégré, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

Parmi ces projets, figurent la production de fourrages destinés à l'alimentation du bétail sur une superficie de 1.053 ha ainsi que la plantation d'oliviers sur 1.610 ha et la réalisation de travaux pour la préservation des sols et de l'eau, a-t-on indiqué. Il s'agit,

en outre, de l'aménagement et de l'ouverture de 663 km de pistes agricoles, la réalisation de 26 km de réseau d'électrification rurale, l'attribution de 978 kits solaires aux habitants des zones enclavées et l'équipement de puits en panneaux solaires. Ces opérations ont donné lieu aussi à la réalisation de deux bassins hydriques d'une capacité de 100 m³ chacun, en plus de l'aménagement de 80 points d'arrosage et le fonçage de 800 mètres linéaires de puits profonds, ajoute-t-on.

Les services de la wilaya font part aussi de l'aménagement dernièrement de 140 km de chemins forestiers, la fixation de dunes de sables sur 100 ha, l'entretien de 2.543 ha en milieu forestier, ainsi que le boisement et le reboisement d'une superficie globale de 800 ha. La wilaya de Laghouat compte une superficie forestière de 92.739 ha, dont 22.739 ha nouvellement boisés, selon la conservation locale des forêts.

R. L.

Tissemsilt

Deux morts dans un accident de la route

Deux personnes sont mortes dans un accident de la circulation, survenu jeudi à la sortie-nord de la ville de Theniet El Had (Tissemsilt), a-t-on appris du chargé d'information à la direction de la protection civile de la wilaya.

L'accident s'est produit sur la RN 14 reliant Theniet El Had et Youssoufia suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule causant la mort sur place d'un jeune de 27 ans et de sa mère (53 ans) qui étaient à bord du véhicule, a-t-on indi-

qué.

Le chauffeur du bus était seul à bord et n'a eu aucune blessure, a-t-on ajouté signalant que les corps des deux victimes ont été transférés vers la morgue de l'établissement public hospitalier de Theniet El Had.

Les services de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête sur les circonstances de cet accident.

T. H.

Annaba

Renforcement prochain du marché de poissons

Le marché de poissons de la wilaya d'Annaba sera renforcé «à partir de 2018» avec près de 2.000 tonnes de diverses espèces, a annoncé jeudi le directeur local de la pêche et des ressources halieutiques, Amar Ami.

Les capacités de production globale de cette wilaya seront portées à près de 10.000 tonnes de poissons de diverses espèces annuellement, notamment ceux issus des fermes aquacoles, a affirmé à l'APS le responsable. Ce «saut qualitatif et quantitatif» attendu dans la production pourrait être atteint dans la wilaya à la faveur de l'entrée en exploitation de quatre (4) projets d'investissement dans l'aquaculture durant le premier trimestre de 2018 dans la commune de Chetaibi, a-t-il précisé.

Ces fermes aquacoles disposent de cages flottantes destinées à l'élevage et la production de plusieurs espèces de poissons, dont la dorade et la crevette, a-t-on encore détaillé. D'autre part, ces nouveaux projets permettront la création de près de 150 postes de travail, dans diverses activités liées au secteur de la pêche, selon M. Ami. La production annuelle de produits de la pêche et de l'aquaculture enregistrée actuellement dans cette wilaya est estimée à près de 8.000 tonnes par an, toutes espèces confondues, a-t-on fait savoir.

Dans la wilaya d'Annaba, le secteur de la pêche et des ressources halieutiques dispose d'une flotte de 4.500 unités de pêche qui emploient plus de 4.000 professionnels dans différentes activités de pêche maritime et d'aquaculture, a-t-on conclu.

K. L.

Souk Ahras

Des réseaux de chauffage central pour des écoles primaires

Une enveloppe financière estimée à 58 millions DA a été consacrée dans la wilaya de Souk Ahras, pour la réalisation des réseaux de chauffage central dans l'ensemble des écoles primaires des 26 communes de cette région frontalière, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Trente (30) millions DA parmi ce montant global considéré comme une première tranche de cette enveloppe financière, sont puisés du budget de wilaya de l'année 2017 tandis que le reste, soit 28 millions DA constituant la deuxième tranche, relèvent du budget de wilaya de l'année 2018, a précisé la même source.

Le coup d'envoi des chantiers du chauffage a été donné mercredi soir par le chef de l'exécutif local, Abbas Badaoui depuis la commune d'Ain Zana (55 km Sud-Est de Souk Ahras), à l'école primaire «Mohamed - Cherif Chalabi», où le même chantier est lancé dans cinq autres établissements scolaires de la même localité.

Le chef de l'exécutif local a exhorté le parachèvement de cette opération avant le 20 du mois de décembre prochain, ajoutant que le reste des écoles primaires implantées dans des zones éloignées et dépourvues du gaz naturel, sera doté d'appareils de chauffage fonctionnant en mazout.

L'opération qui intervient en prévision de la saison d'hiver, permettra d'assurer de bonnes conditions de scolarisation des élèves de ce palier d'enseignement éducatif, dans cette région connue par son rude hiver, a indiqué la même source.

Cette action qui ciblera plus de 20 écoles primaires, a été accueillie favorablement par les parents d'élèves. Parallèlement, d'autres travaux d'aménagement et de réhabilitation de 70 écoles primaires réparties sur l'ensemble des communes de cette wilaya, mobilisant un montant financier de 150 millions DA ont été lancés, dans le cadre de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a-t-on signalé.

O. B.

Pakistan

Au moins neuf morts dans l'attaque d'une école à Peshawar

Au moins neuf personnes ont été tuées et des dizaines blessées hier lors d'une attaque de taliban pakistanais contre un centre de formation agricole dans le nord-ouest du Pakistan, alors que le pays célébrait le jour anniversaire de la naissance du prophète Mahomet.



Arrivés en rickshaw, des assaillants revêtus de burqas, ont ouvert le feu aux portes de l'établissement, blessant un garde, avant de faire irruption dans les locaux. L'attaque a été revendiquée par les taliban pakistanais (TTP).

Selon le chef de la police de Peshawar, Muhammad Tahir Khan, trois assaillants ont été tués. Ils avaient pris pour cible une résidence étudiante, a indiqué Salahuddin Khan Mehsud, le chef de la police provinciale, lors d'une conférence de presse.

«Tous portaient des gilets d'explosifs, mais ils ont été tués avant d'avoir pu les déclencher», a-t-il ajouté, précisant

que six étudiants, un garde de sécurité et deux civils figurent parmi les victimes.

«Les trois terroristes sont morts et nous essayons d'identifier un 4^{ème} corps», a indiqué le chef de la police provinciale.

Noor Wali, étudiant de 19 ans, a décrit la terreur qui s'est emparée de lui lorsqu'il a été réveillé par des tirs.

«Je me suis précipité vers la porte et j'ai vu une fontaine de sang jaillir de l'épaule de mon camarade de chambre, qui se tenait à l'extérieur de la pièce», a-t-il déclaré à l'AFP.

Avec un autre étudiant, ils se sont rués à sa rescousse puis se sont cachés pendant près d'une heure avant d'être secourus par les forces de sécurité.

«L'autre étudiant appuyait sur la blessure avec les mains pour empêcher les saignements et j'ai dû lui mettre la main sur la bouche pour l'empêcher de crier», a-t-il poursuivi.

«On s'est abrités dans la chambre et on suppliait le blessé de ne pas faire de bruit pour ne pas que les terroristes nous entendent et nous tuent».

Les porte-parole de deux hôpitaux de Peshawar ont indiqué avoir reçu les dépouilles de neuf personnes et avoir accueilli 38 blessés, dont plusieurs dans un état critique. Un porte-parole du mouvement Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), Muhammad Khurasani, a revendiqué l'attaque dans un appel téléphonique à l'AFP.

«Nos moudjahidine ont attaqué le bâtiment car il servait de bureau pour l'ISI (services de renseignements pakistanais), si Dieu le veut, nos combattants vont se battre jusqu'à la dernière goutte de sang», a-t-il déclaré.

En décembre 2014, une précédente attaque des talibans contre une école de Peshawar dirigée par l'armée avait fait 151 morts, surtout des élèves.

Ce nouvel attentat survient alors que la sécurité a été renforcée dans tout le pays pour l'anniversaire de la naissance du prophète Mahomet.

Selon un responsable du ministère de l'Intérieur, interrogé par l'AFP, les réseaux de téléphonie mobile ont été suspendus dans plusieurs villes au Pakistan pour des raisons de sécurité.

Le Pakistan est actuellement sous tension après un long bras-de-fer entre les autorités et un groupe de manifestants islamistes aux portes d'Islamabad.

Les protestataires ont bloqué la principale voie d'accès à la capitale pendant trois semaines pour exiger la démission du ministre de la Justice.

Ils l'ont obtenue lundi, suite à un accord négocié avec l'aide de l'armée et qui laissait le gouvernement politiquement très affaibli. Des affrontements avec les forces de l'ordre samedi avaient fait sept morts et des centaines de blessés.

AFP

Yémen

Démonstration de force des Houthis, nouveaux heurts entre rebelles

Des dizaines de milliers de partisans du mouvement des Houthis au Yémen ont fait une démonstration de force jeudi à Sanaa au lendemain d'affrontements meurtriers avec l'autre composante du camp rebelle, avant que de nouveaux heurts n'éclatent en soirée.

Des heurts ont eu lieu jeudi en soirée dans la capitale yéménite entre des combattants houthis et des partisans armés de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, selon des témoins et des sources de sécurité.

Des Houthis armés ont encerclé les résidences de membres du gouvernement rebelle - non reconnu internationalement - proches de l'ex-président, selon des sources de sécurité.

Des partisans de M. Saleh ont aussi pris position dans les rues de Sanaa, selon des témoins et une source de la sécurité.

Le grand rassemblement des Houthis, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du prophète Mahomet, s'est déroulé sur la grande place Sabyine, dans le centre de Sanaa, qui était noire de monde, selon des images de la chaîne de télévision Al-Massira, contrôlée par les Houthis.

En vue de cet événement, des combat-

tants Houthis avaient voulu pénétrer mercredi dans la grande mosquée Saleh, située à proximité de la place, ce qui a provoqué des affrontements avec des partisans de M. Saleh qui la contrôlaient.

Bilan: cinq morts dans le camp Saleh et neuf chez les Houthis, selon des sources médicales. Une source à l'hôpital Jumhuriya a donné un bilan plus élevé, faisant état de six morts dans le camp Saleh et de dix-huit tués chez les Houthis.

Les Houthis et le camp Saleh sont pourtant officiellement alliés depuis qu'ils se sont emparés de la capitale Sanaa en septembre 2014.

Des chefs tribaux ont entrepris des médiations entre les deux parties pour éviter que la situation ne dégénère totalement, selon des sources proches de M. Saleh.

Le camp de M. Saleh considère le mouvement des Houthis comme "entièrement responsable de chaque goutte de sang versé et met en garde contre tous les actes qui, au lieu de servir l'unité nationale, la menacent", affirme la formation de l'ex-président dans un communiqué.

De son côté, le ministère de l'Intérieur,

contrôlé par les Houthis, a affirmé dans une déclaration: «Nous avons été surpris de voir des forces armées dans la mosquée tirer sur la police sans le moindre avertissement, ce qui a entraîné une riposte de la police».

Les Houthis sont issus de l'importante minorité zaidite, branche dissidente du chiisme. Ils sont soutenus par l'Iran qui ne cesse de leur fournir le moindre appui militaire.

M. Saleh, à la tête du Yémen pendant plus de 30 ans, a dû quitter le pouvoir en 2012 à la suite d'importantes manifestations. Il a été remplacé par Abd Rabbo Mansour Hadi, mais celui-ci a été chassé de Sanaa l'alliance Houthis-Saleh.

En mars 2015, une coalition formée par l'Arabie Saoudite est intervenue au Yémen pour venir en aide aux forces pro-Hadi, mais la situation militaire est quasiment figée, le camp Houthis-Saleh étant maître du nord et les troupes loyalistes contrôlant le sud.

Ce n'est pas la première fois que des tensions éclatent au sein du camp rebelle. En août, des heurts avaient fait trois morts.

AFP

Syrie

La Russie a détruit plus de 900 sites terroristes en une semaine

Les Troupes aérospatiales russes ont détruit en une semaine plus de 900 sites de groupes terroristes internationaux en Syrie, explique une infographie publiée vendredi dans le journal russe *Krasnaia zvezda*, organe de presse officiel du ministère russe de la Défense.

Selon la publication, les avions russes ont effectué en Syrie plus de 420 vols en une semaine, indiquant que les Forces aérospatiales russes ont détruit 97 000 cibles terroristes en Syrie en 2 ans.

Le conflit armé qui se poursuit en Syrie depuis mars 2011 a fait plus de 220 000 morts, selon l'ONU.

A la demande du président syrien Bachar el-Assad, la Russie a entamé le 30 septembre 2015 une opération de frappes aériennes contre les sites des terroristes en Syrie. Avec le soutien de la Russie, Damas a réussi à renverser la situation et à passer à l'offensive dans les principales régions. En mars 2016, le président russe a décidé de retirer la plus grande partie du groupe militaire russe déployé en Syrie, suite aux succès réalisés lors de cette opération. La Russie n'a renoncé ni à la livraison d'armes et de matériel militaire à Damas ni à la formation de spécialistes militaires, selon des responsables russes. La base aérienne russe de Hmeimim et l'installation navale russe à Tartous fonctionnent toujours, ainsi que le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit. Cette annonce du ministère de la Défense russe intervient au moment où des négociations entre le gouvernement syrien et l'opposition ont débuté à Genève pour se concentrer sur la rédaction d'une Constitution et l'organisation d'élections supervisées par l'ONU.

Au cours d'une conférence de presse, Staffan de Mistura, l'envoyé spécial pour la Syrie, a qualifié de «professionnelle et sérieuse» l'atmosphère dans laquelle se déroule cette 8^e session de pourparlers qui a débuté mercredi et ce jusqu'au 15 décembre.

Il a précisé que les discussions seraient suspendues vendredi soir et qu'elles reprendraient mardi pour durer jusqu'à la mi-décembre.

La délégation du gouvernement refuse catégoriquement d'aborder la question de l'avenir du président Bachar Al-Assad, dont l'opposition réclame le départ.

Interrogé sur ce point, le médiateur a affirmé que ce sujet n'avait pas été mis «sur la table». «Ce sera aux Syriens de décider dans les élections supervisées par l'ONU».

M. De Mistura a organisé sans succès sept cycles de discussions depuis 2016. Il compte beaucoup sur cette session car l'opposition a décidé de présenter une seule et unique délégation face aux représentants du gouvernement. De son côté, la Russie souhaite également un règlement politique.

R. N.

Palestine

Report du transfert de pouvoirs entre le Hamas et le Fatah

Les deux principaux mouvements palestiniens, Fatah et Hamas, ont reporté, à deux jours de l'échéance, un transfert de pouvoirs dans la bande de Ghaza.

Les deux mouvements ont annoncé mercredi soir, remettre au 10 décembre la passation initialement prévue d'ici à vendredi, conformément à l'accord de réconciliation signé le 21 octobre au Caire.

Le transfert a calé dès qu'il s'est agi de le mettre en oeuvre sur le terrain, quand des fonctionnaires appelés à reprendre leur poste après des années d'inactivité se sont retrouvés bloqués à l'entrée des ministères de Ghaza par les délégués syndicaux proches du Hamas.

Le mouvement Hamas avait accepté au Caire de céder à l'Autorité palestinienne la gouvernance de Ghaza.

Le Hamas gouvernait depuis 2007 l'enclave palestinienne, sous blocus israélien depuis plusieurs années.

R. N.



Centrafrique

Etre cycliste malgré "tout le reste"

Aux aurores dans la poussière des rues de Bangui, la capitale centrafricaine, au milieu des pots d'échappement et des blindés blancs estampillés "UN", un vélo fonce... Puis deux, puis trois. A Bangui, la fédération de cyclisme sur route essaie de relancer ce sport après les années noires de la crise politico-militaire.



"Si on avait des vélos, on pourrait former des jeunes. Mais la Séléka (ex-coalition rebelle) a volé tous nos vélos en 2013 lors des "événements", on n'a plus de matériel": l'air penaud, Christ-Noël Yarafa, patron du cyclisme centrafricain depuis douze ans, décrit avec une touche de dépit la fédération qu'il préside.

"Il n'y a plus aucune équipe en Centrafrique. Avant, il y en avait plus de 10, c'est elles qui soutenaient les athlètes, qui achetaient le matériel. Maintenant, plus rien", dit-il en regardant droit devant lui, une main sur l'embrayage, l'autre qui ne cesse de klaxonner quand il n'évite pas les voitures.

Ce jeudi-là, ils sont une vingtaine à avoir enfourché leur vélo pour rouler 60 km dans les rues de Bangui suivis par leur coach en voiture, sur les quelque 60 cyclistes sportifs que compte la capitale.

Soudain, M. Yarafa peste: il a perdu de vue ses coureurs. "C'est à cause des embouteillages! Avant, on avait des voitures et des

motos avec des gyrophares. Maintenant, je dois payer un moto-taxi pour qu'il ouvre la marche, ce n'est pas normal."

Pour autant, le ballet de cyclistes ne semble pas y prêter attention: regard pointé en avant, vélo fuselé en main, vêtus de vieilles combinaisons dépareillées et de récupération, les coureurs avancent.

L'abandon, faute de moyens

8H00, l'entraînement est fini. Les cyclistes, souvent très jeunes, discutent un moment avant de partir pour une journée de travail, d'études... ou de chômage.

"Je veux devenir pro", sourit Hervé Zabo, 26 ans, qui vit de petits boulots.

"Je veux gagner des compétitions internationales", renchérit Fatimatou Maidida, 19 ans, étudiante.

Tous deux ont participé à des courses à l'étranger, seule manière pour un cycliste centrafricain d'exposer son talent.

"J'ai été faire une course au

Maroc, en 2015. C'était génial!", raconte la jeune femme, avec un large sourire sous le casque et les lunettes de soleil. "Mais j'étais la seule à ne pas avoir un bon vélo. Il s'est bloqué à quelques kilomètres de l'arrivée, j'ai dû abandonner."

Faute de moyens, aucun encadreur ni technicien n'avait fait le voyage avec Fatimatou, qui est l'une des deux femmes à rouler ce jour-là, sur la petite dizaine de cyclistes femmes en Centrafrique.

A côté d'elle, sur le bas-côté de la route, Gustave est dépité. Il n'a pas pu finir l'entraînement du jour, sa chaîne s'est bloquée. "Quand je la mets sur le grand braquet, elle tombe, j'ai un problème de roulement... De toute façon, ce vélo n'est pas à ma taille, je n'ai pas de compteur dessus...", râle-t-il.

"Un problème d'argent", répond le président de la fédération, contraint de gérer en permanence la pénurie de vélos. L'Etat devait lui donner pour "environ 600.000 francs" (environ 900 euros) de subventions, explique M. Yarafa, mais en 12 ans à la tête de la fédération, il n'a jamais vu la

couleur de l'argent. "Ils me répondent que les caisses sont vides."

Le respect du sportif !

De fait, le cyclisme n'est pas une priorité budgétaire de l'Etat centrafricain, sous perfusion internationale et qui tente tant bien que mal, face à une multitude de groupes armés, d'asseoir son autorité dans le pays.

Alors que la moitié de la population survit grâce à l'aide humanitaire, le cyclisme subsiste à Bangui grâce au soutien généreux d'un expatrié passionné -et soucieux de garder l'anonymat-, qui rapporte régulièrement de Paris vélos et maillots.

Aussi, malgré les "soucis", la soixantaine de cyclistes banguisois se retrouve-t-elle tous les dimanches, pour rouler en oubliant le quotidien compliqué.

Les nombreux trous dans les routes peu bitumées de la capitale? "Il y a des quartiers où ça va, on s'en sort", relève Fatimatou Maidida.

L'insécurité? "On n'agresse jamais un sportif en Centrafrique!", répond, furieux de la question, M. Yarafa, qui a participé aux JO de Barcelone en 1992. "Quand un sportif sort, on le respecte!"

Des rêves de médailles pleins la tête, les cyclistes centrafricains profitent des deux seules routes en partie bitumées qui partent de Bangui pour s'entraîner sur une centaine de kilomètres.

L'une va plein ouest, vers le Cameroun, l'autre vers le nord, et toutes deux gardent la triste mémoire des événements de 2013 qui avaient, après le renversement du président François Bozizé par l'ex-coalition promusulmane de la Séléka et la contre-offensive des anti-Balaka, abouti à des massacres de masse dans les faubourgs de Bangui.

"Les "problèmes" de la Centrafrique bloquent tout", estime M. Yarafa. "Mais nous, on veut continuer à organiser des courses, et oublier tout le reste!"

AFP

Zimbabwe Des officiers nommés aux postes clés du gouvernement

■ Le nouveau président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a nommé vendredi plusieurs officiers de haut rang aux postes clés de son gouvernement et reconduit aux Finances un ancien ministre de son prédécesseur Robert Mugabe.

Mnangagwa a été investi à la tête de l'Etat d'Afrique australe vendredi dernier, après la démission de Robert Mugabe sous la pression des militaires.

Il a nommé l'"Air Marshal" Perrance Shiri au poste de ministre de la Terre et le général Sibusiso Moyo à celui de ministre des Affaires étrangères.

Patrick Chinamasa retrouve le portefeuille des Finances qu'il avait déjà détenu sous la présidence de Mugabe.

Il avait été nommé en octobre ministre de la Cybersécurité, un portefeuille nouvellement créé, et remplacé aux Finances par Ignatius Chombo, un proche de la première dame déchu Grace Mugabe, aujourd'hui poursuivi pour corruption.

L'éviction d'Emmerson Mnangagwa du poste de vice-président un mois plus tard, interprétée comme une manière de briser toute résistance à l'ascension politique de Grace Mugabe, a débouché sur la prise de pouvoir des militaires le 15 novembre et le départ de Robert Mugabe le 21 novembre.

Désormais à la tête de l'Etat, Emmerson Mnangagwa est attendu rapidement sur ses résultats, notamment économiques.

Il a déclaré mardi qu'il entendait constituer un gouvernement plus restreint en fusionnant plusieurs ministères pour améliorer l'efficacité de l'exécutif.

Reuters

Somalie Le bilan des attentats de Mogadiscio revu en hausse à 512 morts

■ Le bilan des attentats aux véhicules piégés le 14 octobre dernier à Mogadiscio, capitale de la Somalie, a été revu en hausse à 512 morts, a annoncé jeudi une commission d'enquête.

Cette attaque, la plus meurtrière de l'histoire du pays, a fait également 316 blessés, a déclaré cette commission mise en place par le gouvernement pour établir un décompte détaillé du double attentat en discutant notamment avec les proches de ceux qui auraient pu se trouver sur les lieux des déflagrations.

L'explosion d'un camion piégé garé devant un hôtel dans le quartier K5, un secteur très fréquenté de la capitale, avait été particulièrement meurtrière, car elle avait entraîné l'explosion d'un camion-citerne. Deux heures plus tard environ, un second véhicule avait explosé dans le quartier de Medina.

Agence

Burkina Faso

Inauguration de la plus grande centrale solaire d'Afrique de l'Ouest

Les présidents burkinabè Roch Marc Christian Kaboré et français Emmanuel Macron ont inauguré mercredi à Zagatouli, dans le centre du Burkina Faso, la plus grande centrale solaire d'Afrique de l'Ouest.

Située à une quinzaine de km de Ouagadougou, la centrale est composée de 129.600 panneaux solaires installés sur 60 hectares. "Elle dégage une puissance de 33 MW, et produira 56 GW par an, soit 5% de la consommation nationale", a expliqué le directeur général de la Société nationale d'électrification (Sonabel) François De Salles Ouédraogo. L'électricité produite coûtera "trois fois moins cher" que celle produite par les centrales au fioul. Et la centrale permettra de réduire les rejets de CO2 de 26.000 tonnes par an, a-t-il précisé. Financée à hauteur de 47,5 mil-

lions d'euros grâce à un don de 25 millions de l'Union européenne et d'un prêt de 22,5 millions de l'Agence française de développement, la centrale photovoltaïque a été construite en 18 mois par Cegelec, filiale du groupe français Vinci.

"Le Burkina a pris la ferme résolution de mettre tout en oeuvre pour exploiter une de ses principales ressources naturelles qu'est le soleil", a déclaré le président burkinabè.

"L'inauguration de la centrale de Zagatouli (...), c'est l'image d'une Afrique qui s'engage vers des solutions durables, écologiques, à la fois au bénéfice concret et immédiat des populations mais aussi de l'agenda global du climat", a estimé Emmanuel Macron.

Le président Kaboré a annoncé le lancement d'un "plan solaire" baptisé "Yeelen" ("lumière" en bambara) qui va permettre d'ins-

taller courant 2018 une autre centrale solaire de 40 MW à Ouagadougou, et 10 MW au total dans trois villes moyennes et 700 nouveaux villages à électrifier.

De plus une extension de 17 MW est prévue sur le site de Zagatouli, pour atteindre une puissance totale de 50 MW.

D'autres projets sont prévus, notamment deux centrales solaires à Koudougou (20 MW) et à Kaya (10 MW).

Ces centrales solaires permettront au Burkina de réduire sa dépendance aux importations d'électricité de Côte d'Ivoire et du Ghana, qui atteignent jusqu'à 30% de sa consommation.

Elles permettront aussi d'étendre l'électrification dans les zones rurales. L'électricité demeure une denrée rare pour plus de 80% de la population du Burkina Faso.

AFP

Venezuela

Trois raisons pour expliquer la résilience de Nicolas Maduro

Nicolas Maduro, président du Venezuela depuis 2013, a survécu à un cocktail explosif d'épreuves qui ferait chuter le chef de l'Etat dans nombre de pays. Mais le dirigeant vénézuélien tient bon et va même briguer un nouveau mandat en 2018.

Sur le front économique, le Venezuela a été ruiné par l'effondrement des cours du brut, sa principale richesse dont il tire 96% de ses devises. A cela s'ajoute une pénurie d'aliments et de médicaments et une hyperinflation attendue à 2.300% en 2018 selon le FMI.

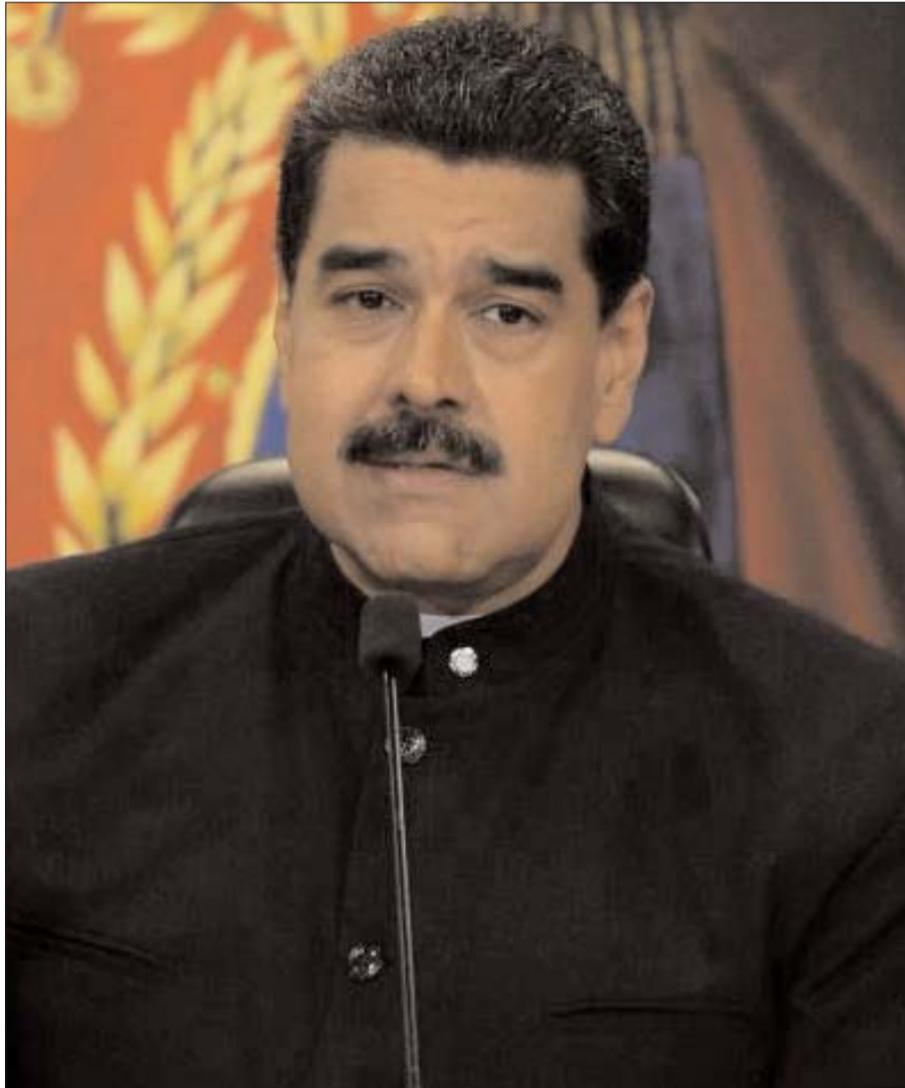
Cette situation hautement inflammable a donné lieu à quatre mois de manifestations quasi-quotidiennes, d'avril et juillet, exigeant le départ du président Maduro, hautement impopulaire, avec à peine 20% d'opinions favorables en septembre, d'après le cabinet Datanalisis. Voici les trois raisons qui expliquent l'endurance du dirigeant socialiste.

Le contrôle des pouvoirs

Maduro et son camp doivent leur longévité à un contrôle des pouvoirs associé à une alliance de fait avec l'armée, avec la présence de plus en plus marquée de militaires au sommet du pouvoir.

Avec les récentes nominations de gradés aux portefeuilles stratégiques du Pétrole et du Commerce extérieur, ce sont désormais 14 ministres sur 32 qui sont des militaires d'active ou à la retraite.

«Un ingrédient essentiel de la recette, c'est le contrôle des militaires. En les achetant et en partageant le pouvoir avec eux, le gouvernement a réussi à neutraliser la moindre menace venant des forces armées», explique à l'AFP Michael Shifter, président du groupe de réflexion Dialogue interaméricain, à



Washington. Selon l'opposition, le chavisme contrôle également les pouvoirs judiciaire et électoral, ainsi que l'Assemblée constituante qui seront essentiels lors de la présidentielle

de 2018. Cette concentration des pouvoirs s'est accompagnée ces derniers jours d'une série d'arrestations d'ex-dirigeants du groupe pétrolier d'Etat PDVSA et figures du premier

cerle présidentiel. Cette «purge» au sommet obéit à une lutte au sein du chavisme (du nom du défunt Hugo Chavez, président de 1999 à 2013), à un an de la présidentielle, estime l'analyste Axel Capriles.

«C'est un affrontement entre ceux qui tirent parti de la corruption, il s'agit d'une guerre interne entre des mafias révolutionnaires pour décider qui reste avec le butin», a-t-il écrit sur Twitter.

Une opposition divisée et affaiblie

Le gouvernement et l'opposition doivent reprendre vendredi le dialogue en République dominicaine, pour tenter de trouver une solution à la grave crise politique et économique qui secoue le pays pétrolier. Mais «l'opposition est à son point le plus bas de ces dernières années, épuisée, démoralisée, apeurée et sans stratégie politique de leadership», juge M. Shifter. Maduro «va essayer de profiter de cette faiblesse, y compris via une élection anticipée». Un diagnostic que partage le cabinet Eurasia pour qui «l'opposition est suffisamment désespérée pour laisser de côté un certain nombre d'exigences dans ces négociations» afin de trouver un compromis.

Un système clientéliste

Pour faire face à la pénurie d'aliments, qui a atteint des pics de 80%, le chef de l'Etat a lancé en 2016 un programme d'aliments subventionnés destinés aux zones populaires, touchant ainsi six millions de familles. Mais pour accéder à ce programme, le «carnet de la Patrie», carte dotée d'un code qui permet à la fois de voter et de bénéficier des programmes sociaux, est indispensable. L'opposition voit dans ce document, remis à 16 millions de personnes, un mécanisme de contrôle social. Le camp présidentiel «essaye de consolider sa structure clientéliste pour se maintenir au pouvoir», estime le politologue Luis Salamanca. Pour toutes ces raisons «nous continuons à croire que Maduro sera en mesure de manipuler avec succès les conditions de l'élection de l'an prochain afin de s'assurer la victoire et rester au pouvoir».

AFP

Le TPIY entaché par le suicide spectaculaire d'un accusé au crépuscule de son histoire

■ Les analystes craignent que le suicide télévisé de l'un de ses accusés, Slobodan Praljak, un Croate de Bosnie, n'occulte le dernier jugement d'un tribunal international qui a consacré près d'un quart de siècle à juger les responsables des pires atrocités commises en Europe depuis 1945.

Mercredi, devant le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et sous les yeux du monde entier, un homme à la barbe blanche, robuste et déterminé, renverse la tête en arrière et, d'une gorgée, boit le liquide d'une fiole. Il meurt quelques heures plus tard dans un hôpital de La Haye.

C'est sur ces images que va se fermer le TPIY à la fin de cette année. Un baisser de rideau où la salle d'audience est devenue «scène de crime».

«Que cela ait pu se produire tout court dans un tribunal de haut-rang de l'ONU est difficile à comprendre, mais que cela se soit produit au tout dernier jour des procédures du TPIY, et continuera à assombrir le travail important du tribunal, défie véritablement la raison», analyse Jelena Subotic, professeur associé de Sciences politiques à l'Université de Georgie, sur le site «Balkan Transitional

Justice».

Premier tribunal pour les crimes de guerre mis sur pied par les Nations unies et premier tribunal international établi après les procès de Nuremberg contre les dignitaires nazis, le TPIY, né au cœur du conflit des Balkans, était fier de laisser un héritage considérable à la justice internationale. Et devait fermer ses portes en grande pompe, avec les honneurs, au cours d'une cérémonie officielle à La Haye le 21 décembre.

Mais ce drame «donnera de l'eau au moulin des nombreux critiques du tribunal qui ont mis en doute son professionnalisme ou le traitement jugé indulgent de ses accusés qui ont détourné en beaucoup d'occasions les procédures du tribunal, intimidé des témoins et mené la salle d'audience comme si c'était un séminaire sur la mauvaise Histoire», remarque l'auteur de «Justice détournée: traiter du passé dans les Balkans».

'Facéties'

Si les experts sont divisés quant à la manière dont l'histoire du TPIY sera entachée par le suicide public d'un de ses accusés, ils y voient un geste de «protestation» et une

«capacité, une fois encore, de ramener les procédures à eux-mêmes».

«Ces hommes savent comment faire pour manier le pouvoir et pour que le monde regarde», analyse Frederiek de Vlaming, criminologue spécialisée en droit pénal international de l'Université d'Amsterdam, citée par le quotidien néerlandais De Volkskrant, soulignant que le verdict «est plus important que ce qu'il s'est passé» mercredi.

Et «au lieu de parler de ce dont Praljak était coupable, de ses nombreuses victimes et des horreurs qu'elles ont subies, nous parlons de lui», regrette Mme Subotic.

«Ne laissez pas ses facéties faire de l'ombre à la douleur et à la souffrance qu'il a provoquées à des milliers» de personnes, martèle sur Twitter Mark Kersten, chercheur en droit pénal international à l'université de Toronto.

Condamné à vingt ans de détention en appel mercredi, Slobodan Praljak, ancien haut responsable militaire des Croates de Bosnie, a été reconnu coupable de participation à «une entreprise criminelle commune» d'épuration ethnique aux dépens des Bosniaques en 1993 et 1994. Il a joué un rôle central dans l'appro-

visionnement d'armes des siens et a facilité les meurtres de musulmans n'appartenant à aucune force armée.

Saint ou criminel?

Sa fin spectaculaire est de nature à le transformer en «saint croate», prévient le politologue croate Zarko Puhovski.

Or, «les vrais héros, les seuls héros sont les survivants qui sont venus au tribunal, ceux qui ont survécu dans une fosse commune pendant des heures et qui, des années plus tard, sont venus raconter leur histoire et affronter les coupables», avait souligné le procureur du TPIY Serge Brammertz.

Et la condamnation du criminel de guerre nazi Hermann Goering, qui s'est suicidé pour éviter d'être puni par le tribunal de Nuremberg, «reste ancrée dans l'histoire, a établi les faits et a montré que les auteurs d'atrocités seront punis», rappelle Stephen Rapp, ex-ambassadeur itinérant pour les Etats-Unis en charge des crimes de guerre.

Ainsi, l'Histoire se souviendra que Slobodan «Praljak est mort en criminel de guerre reconnu coupable», assure M. Kersten.

AFP

Corée du Nord

Pressing américain sur Pékin, mais Moscou s'en prend à Washington



Les Etats-Unis ont renouvelé jeudi leurs pressions sur la Chine afin qu'elle coupe ses livraisons de pétrole à la Corée du Nord après son dernier tir de missile, mais la Russie a dénoncé des "provocations" américaines visant à faire sortir Kim Jong-Un de ses gonds.

«**J**e pense que les Chinois font déjà beaucoup, mais nous pensons aussi qu'ils peuvent faire plus avec le pétrole. Nous leur demandons vraiment de couper davantage les livraisons de pétrole», a déclaré le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson au lendemain d'un appel similaire lancé par l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU Nikki Haley devant le Conseil de sécurité.

«Couper l'approvisionnement en pétrole, c'était l'arme la plus efficace la dernière fois que les Nord-Coréens sont venus à la table des négociations», a plaidé le ministre en recevant son homologue allemand Sigmar Gabriel qui a, de son côté, annoncé une réduction du personnel diplomatique allemand à Pyongyang pour renforcer la «pression» contre ses ambitions nucléaires.

Comme à chaque essai balistique ou nucléaire nord-coréen, l'administration de Donald Trump a soufflé le chaud et le froid après le tir mercredi d'un missile intercontinental capable, selon le régime de Kim Jong-Un, de frapper n'importe où aux Etats-Unis.

Rex Tillerson a assuré que les «options diplomatiques» restaient «sur la table, pour l'instant», et le ministre de la Défense Jim Mattis a promis de

continuer à pousser «avec ténacité» ces solutions pacifiques. Mais Nikki Haley a aussi menacé de «détruire complètement» le pays reclus en cas de guerre.

Surtout, tout en saluant les efforts déjà accomplis par Pékin, Washington semble une fois de plus compter sur les Chinois pour tordre plus fermement le bras des Nord-Coréens, dont ils restent les principaux partenaires.

Et le président américain a de nouveau exprimé sa frustration jeudi face au peu de résultats de cette stratégie.

«L'émissaire chinois, qui vient de rentrer de Corée du Nord, semble n'avoir eu aucun impact sur le petit homme-fusée», a déploré le milliardaire républicain dans un tweet matinal, en utilisant le quolibet dont il affuble régulièrement Kim Jong-Un, qu'il a aussi qualifié mercredi de «jeune chien enragé».

«Difficile de croire que son peuple et son armée supportent de vivre dans des conditions aussi horribles», a-t-il ajouté, alors que son gouvernement ne cesse d'affirmer que les Etats-Unis ne sont pas en quête d'un changement de régime à Pyongyang.

Portée de 13.000 km

Donald Trump a relevé que la Russie et la Chine, qui ont voté les deux derniers trains de sanctions à l'ONU malgré des réticences, avaient condamné ce tir.

Mais l'appel américain à de nouvelles sanctions pour isoler encore plus la Corée du Nord a été rejeté fermement par Moscou et ignoré par Pékin, qui reste réticent à un embargo pétrolier intégral susceptible de provoquer l'effondrement de son voisin, un afflux de réfugiés en Chine voire une intervention militaire américaine à sa frontière.

Interrogé jeudi sur l'idée d'un embargo, un porte-parole de la diplomatie chinoise s'est borné à répéter son soutien aux résolutions de l'ONU et à une dénucléarisation de la péninsule

coréenne.

La Russie a, elle, été plus ferme.

«Nous avons à plusieurs reprises souligné que la pression des sanctions est épuisée et que toutes ces résolutions qui ont imposé des sanctions impliquaient nécessairement de reprendre un processus politique et de reprendre les négociations», a déclaré le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. «Les Américains ignorent cette exigence, c'est une grosse erreur», a-t-il jugé.

Selon lui, «les récentes actions des Etats-Unis semblent avoir été dirigées délibérément pour provoquer des actions brusques de Pyongyang». «Il semble que tout a été fait pour s'assurer que Kim Jong-Un sorte de ses gonds», a encore dénoncé le ministre.

Le tir du missile nord-coréen le plus sophistiqué à ce jour constitue un camouflet pour Donald Trump qui avait exclu que la Corée du Nord parviendrait à développer de telles capacités.

Selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA, le missile lancé mercredi, un ICBM Hwasong-15, est équipé d'une ogive lourde extra-large.

D'après Pyongyang, l'engin a atteint une altitude de 4.475 kilomètres avant de s'abîmer à 950 kilomètres du site de lancement. Sa trajectoire en cloche, à la verticale, suggère qu'il avait en fait une portée de 13.000 kilomètres, suffisante pour frapper partout aux Etats-Unis, estiment certains spécialistes.

«L'Europe comme les Etats-Unis sont certainement à la portée de ces tirs» auxquels «peu de villes occidentales échapperaient», a observé la ministre française de la Défense, Florence Parly, appelant à une issue «diplomatique».

Pyongyang doit encore démontrer qu'il maîtrise la technologie de rentrée des ogives dans l'atmosphère depuis l'espace. Mais les spécialistes estiment que la Corée du Nord est au moins sur le point de développer une capacité de frappe intercontinentale opérationnelle.

USA: appel à la démission dans le camp d'un démocrate accusé de harcèlement

■ La cheffe de l'opposition à la Chambre des représentants des Etats-Unis a réclamé jeudi, après plusieurs jours d'atermoiements, la démission du doyen de la chambre basse, un autre démocrate accusé de harcèlement sexuel à 88 ans et qui vient d'être hospitalisé pour «stress».

John Conyers, icône de la lutte pour les droits civiques des Noirs et qui siège à la Chambre des représentants depuis 1965 est accusé par plusieurs femmes de harcèlement sexuel pendant des années.

«Les accusations contre le parlementaire Conyers (...) sont sérieuses, décevantes et très crédibles. Les femmes courageuses qui se sont exprimées méritent justice», a affirmé la cheffe du groupe démocrate, Nancy Pelosi.

«Je prie pour M. Conyers et sa famille (...), toutefois le parlementaire Conyers devrait démissionner», a-t-elle demandé pour la première fois.

Les accusations de harcèlement sexuel qui ont émergé récemment à l'encontre de l' élu du Michigan lui ont coûté son poste de chef de la minorité démocrate au sein de la commission des affaires judiciaires. M. Conyers a été hospitalisé dans la région de Detroit, a affirmé plus tôt jeudi son ami Sam Riddle à la presse.

Il «est soumis à un énorme stress dû au harcèlement médiatique, aux vautours politiques et aux accusatrices en série», a justifié ce dernier, cité par le Detroit News. L'avocat de John Conyers, Me Arnold Reed, a confirmé que son client avait été hospitalisé après des vertiges et essoufflements.

«Il a le moral», a-t-il toutefois assuré lors d'une conférence de presse à Detroit, garantissant que John Conyers n'avait pas l'intention de démissionner.

L'avenir politique de M. Conyers «n'est pas du ressort de Nancy Pelosi. Nancy Pelosi ne l'a pas élu et elle ne va certainement être la personne qui lui dit de partir», a-t-il martelé.

De son côté, le président républicain de la Chambre des représentants, Paul Ryan, a lui aussi déclaré jeudi que M. Conyers «devrait démissionner immédiatement».

L'octogénaire, dont le siège au Congrès à Washington est plus fragilisé que jamais, nie les accusations qui sont portées contre lui et qui embarrassent son camp démocrate. Il a en revanche reconnu avoir versé un peu plus de 27.000 dollars en 2015 à Marion Brown, une ancienne collaboratrice parlementaire qui l'accusait de l'avoir licenciée parce qu'elle avait rejeté ses avances.

AFP

Un clandestin villipendé par Trump acquitté de meurtre

■ Un Mexicain, qui avait tué une jeune femme à San Francisco et avait servi de repoussoir à Donald Trump pour sa virulente campagne contre l'immigration clandestine, a été acquitté jeudi du meurtre de Kathryn Steinle.

Jose Ines Garcia Zarate, expulsé à cinq reprises du territoire américain, avait tué la jeune femme de 32 ans en juillet 2015 à San Francisco où elle se promenait.

Le procureur accusait l'immigré clandestin, qui vivait dans la rue, de l'avoir tuée sciemment, la défense a toujours plaidé l'accident, affirmant que l'arme s'était déclenchée par accident.

Les jurés après plusieurs jours de délibérations ont donné raison à la défense. L'homme n'a finalement été condamné que pour port d'arme prohibé.

Jose Ines Garcia Zarate s'était retrouvé malgré lui au coeur de la campagne de Donald Trump contre l'immigration clandestine. Le milliardaire avait qualifié le clandestin «d'animal».

Celui qui n'était alors que candidat —et un grand nombre d'élus républicains— avaient aussi profité de ce fait-divers pour réclamer que l'on coupe les fonds fédéraux aux villes, comme San Francisco, qui refusent de faire de leur police un auxiliaire de l'agence fédérale chargée des expulsions.

Le débat est toujours d'actualité maintenant que Donald Trump est président. Il a rapidement tweeté pour dénoncer l'acquittement. «Un verdict honteux dans l'affaire Kate Steinle! Pas étonnant que les habitants de notre pays soient si en colère contre l'immigration illégale», a-t-il écrit.

Peu avant, Jeff Sessions, le ministre de la Justice ultraconservateur en matière d'immigration, avait accusé la ville de San Francisco d'être complice dans la mort de la jeune femme.

«La décision de la ville de protéger des immigrés criminels a mené droit à la mort de Kate Steinle, qui était évitable et nous a brisé le coeur», a-t-il écrit.

AFP

Japon

L'empereur quittera le trône le 30 avril 2019

L'empereur du Japon Akihito se retirera le 30 avril 2019, a déclaré vendredi le Premier ministre Shinzo Abe, annonçant la date de la première abdication impériale dans le pays depuis plus de deux siècles.



M. Abe s'est dit "profondément ému" de cette décision prise à l'issue d'une réunion spéciale du Conseil impérial organisée pour choisir la date d'abdication. "Le gouvernement fera tous les efforts possibles pour que le peuple japonais puisse célébrer l'abdication de l'empereur et sa succession par le prince héritier", a ajouté M. Abe.

Le fils aîné de l'empereur, le prince Naruhito, âgé actuellement de 57 ans, devrait accéder au trône du Chrysanthème le jour suivant.

Le très populaire empereur Akihito, 83 ans, avait choqué le pays l'an dernier lorsqu'il avait exprimé son désir de se retirer, après un règne de près de trois décennies, invoquant son âge avancé et des problèmes de santé.

Cette annonce surprise avait posé problème, car aucun texte de loi au Japon ne prévoyait le départ en retraite d'un empereur, une fonction censée durer à vie. Le débat sur le principe de succession strictement masculin du trône japonais avait aussi été relancé.

Message de paix

En juin dernier, le Parlement japonais a adopté une loi autorisant Akihito à abdiquer en raison de son âge, dans les trois ans à compter de la promulgation du texte. Né le 23 décembre 1933, il est le premier empereur à avoir été intronisé sous la Constitution de 1947, dictée par les Etats-Unis après la défaite du Japon lors de la Seconde Guerre mondiale. La

Constitution de 1947 précise qu'il est "le symbole de l'Etat et de l'unité du peuple dont la position découle de la volonté populaire, détentrice du pouvoir souverain".

Les empereurs jouent un très grand rôle dans le culte japonais shinto, à travers divers rites annuels et prières pour la prospérité du pays.

Ce frère octogénaire à la voix douce, héritier de la plus ancienne famille régnante du monde - dont les racines remontent à plus de 2.600 ans selon la mythologie, au VII^e siècle après J.C. selon les historiens -, s'est efforcé de se rapprocher des citoyens japonais, auprès de la majorité desquels il jouit d'un immense respect.

Le 16 mars 2011, cinq jours après le séisme et le tsunami qui ont dévasté le nord-est du pays, faisant plus de 18.500 morts et disparus et des centaines de milliers de sinistrés, Akihito s'était ainsi adressé directement aux Japonais via la télévision, une première.

Il s'était ultérieurement rendu sur place et tous les Japonais ont en tête des images, impensables du temps des précédents souverains, d'un empereur Akihito et d'une impératrice Michiko à genoux devant les sinistrés dans des refuges, et discutant avec eux avec empathie. Le 125^e empereur du Japon a modernisé par petites touches la fonction, en distillant un message de paix, rejetant le nationalisme de la Seconde Guerre mondiale et se rendant sur les lieux des exactions de l'armée japonai-

se, de la Chine aux Philippines en passant par les îles de Saïpan et Palaos, accompagné de l'impératrice.

Succession exclusivement masculine

Bien que d'un naturel discret et contraint par ailleurs par la Constitution, Akihito a su pousser les limites lorsqu'il était prince héritier, puis empereur. Il a rencontré Michiko, une roturière, sur un court de tennis et leur mariage en 1959 avait fait sensation dans tout le pays. Il a également laissé entrevoir ses opinions de manière subtile.

En août 2015, il avait exprimé de "profonds remords" pour la Seconde Guerre mondiale, au 70^e anniversaire de la capitulation du Japon.

Le manque de jeunes héritiers masculins a fait envisager des changements des règles de succession, dont l'autorisation donnée aux femmes d'accéder au trône, une idée cependant abhorrée par les traditionalistes.

Certains ont souhaité que les femmes épousant des roturiers ne perdent plus, comme c'est la cas actuellement, leur titre et ne soient plus exclues de la famille impériale, de sorte que leurs éventuels fils puissent aussi entrer dans l'ordre de succession.

D'autres prônent un agrandissement de la famille impériale en y ramenant des membres qui en avaient été exclus après-guerre, mais cette option est jugée irréaliste par divers experts.

AFP

Argentine

Plus d'espoir de retrouver en vie les 44 marins du San Juan

La Marine argentine a abandonné les recherches d'éventuels survivants du sous-marin militaire San Juan, porté disparu depuis le 15 novembre, mais poursuivait les opérations pour retrouver le submersible dans l'Atlantique Sud.

D'après les experts, le sous-marin a sombré à environ 450 kilomètres des côtes de Patagonie, quelques heures après avoir signalé une entrée d'eau, un début d'incendie à bord et une avarie sur le système de batteries, qui propulse le bâtiment équipé de moteurs diesel.

Lors d'une conférence de presse à Buenos Aires, le porte-parole de la Marine Enrique Balbi a annoncé que la phase de "recherche et se secours" était terminée et qu'elle était suivie à présent d'une phase de recherche du sous-marin, probablement à 900 mètres de fond.

"L'espérance de vie est de zéro. Nous sommes au milieu d'une tragédie. L'ambiance au sein de la Marine est à la consternation absolue, angoisse et douleur. Nous avons perdu 44 camarades", a dit à l'AFP un officier de la Marine argentine qui a requis l'anonymat.

Dans la base navale de Mar del Plata où des proches des 44 marins attendaient un miracle, l'annonce de la marine a provoqué l'effondrement, certains refusant toutefois de baisser les bras. "Ils viennent de jeter par dessus bord le dernier espoir que nous avions", a dit Luis Tagliapietra, père de Damián Tagliapietra, un marin de 27 ans. Avocat, il s'est constitué partie civile en représentation de huit familles dans le cadre de l'instruction de la juge fédérale Marta Yañez. D'autres ne veulent pas admettre la nouvelle. Jorge Villareal, père du lieutenant Fernando Villareal, 38 ans: "Je continue d'espérer et d'avoir la foi. Notre optimisme est intact indépendamment de ce qui peut se dire".

Le porte-parole de la Marine a souligné que les recherches menées par une coalition internationale n'avaient "pas permis de découvrir le moindre élément de naufrage dans les zones explorées" et qu'elles avaient duré "deux fois plus longtemps" que le temps de survie estimé des marins à bord du submersible.

Explosion

Un incident semble être survenu lorsque de l'eau de mer est entrée dans le navire par le schnorkel, tube qui permet aux sous-marins équipés de moteurs diesel, comme le San Juan, de renouveler l'oxygène à bord. A la surface, le sous-marin utilise sa motorisation pour recharger les batteries.

Mais ce jour-là, l'Atlantique était déchaînée avec des vagues de huit à neuf mètres, ce qui a pu compliquer la tâche du San Juan.

Peu après la dernière communication entre le submersible et sa base, une explosion sous-marine a retenti, et a été localisée à proximité de la dernière position donnée par le sous-marin.

Le San Juan avait appareillé le dimanche 11 novembre d'Ushuaïa, à l'extrême sud du continent américain, pour regagner la base navale de Mar del Plata, son port d'attache.

En crise de financement après les années fastes de la dictature (1976-1983) l'armée argentine est sous-équipée et la perte du San Juan porte un coup à la capacité opérationnelle de sa Marine. Le San Juan était le fleuron de l'armée argentine dont les équipements sont généralement obsoletés.

Solidarité

L'Argentine l'avait intégré à sa flotte en 1985, peu après la Guerre des Malouines (Falkland, 1982), durant laquelle elle avait perdu un sous-marin. "L'Argentine a perdu la moitié de sa capacité sous-marine", estime l'officier argentin.

D'après lui, la grosse mer le jour de sa disparition peut avoir joué un rôle. "La tempête affecte le sous-marin quand il remonte à la surface, il n'entend pas suffisamment loin avec le sonar car la mer fait beaucoup de bruit, et il ne voit pas loin à cause de la hauteur des vagues".

La Marine salue régulièrement la participation d'une quinzaine de pays aux recherches, notamment les Etats-Unis et la Russie qui ont dépêché sur place des moyens importants et des petits véhicules sous-marins sans équipage, télécommandés, capables de descendre à 6.000 mètres, qui permettront peut-être de retrouver l'épave du San Juan. "La communauté des sous-marins est très solidaire. Il y a tant de risques... En mer, la vie humaine est en danger, toujours. La solidarité des marins est plus forte que les disputes entre les pays", assure-t-il.

AFP

Suite à une alerte à la bombe

Un avion de ligne turc effectue un atterrissage d'urgence à Khartoum

Un avion de ligne turc a effectué jeudi un atterrissage d'urgence à l'aéroport de Khartoum suite à une alerte à la bombe, ont indiqué les autorités aéroportuaires.

"La tour de contrôle de l'aéroport de Khartoum a reçu des informations concernant une alerte à la bombe pesant sur un appareil de la compagnie aérienne turque - un Boeing 737 avec 100 passagers à bord et sept

membres d'équipage - qui reliait Nairobi à Istanbul", a déclaré l'entreprise qui gère l'aéroport international de Khartoum dans un communiqué.

"Le centre d'urgence a été immédiatement alerté et toutes les autorités concernées ont été averties", poursuit le communiqué.

"Après l'atterrissage de l'appareil dans une zone isolée, les passagers et les membres d'équipage ont été

évacués en toute sécurité. Ensuite, une équipe spécialisée dans le renseignement, les preuves scientifiques et la sécurité de l'aéroport a conduit les procédures de détection d'explosif."

"Aucune bombe ou engin explosif n'a été trouvé dans l'appareil" qui a pu poursuivre son vol en direction d'Istanbul, est-il ajouté.

R. N.

Devenant un public nombreux

Le Trio Hiwar en concert à Alger

Le Trio Hiwar, une formation de musiciens aux origines différentes, a animé, jeudi soir à Alger, un concert dans le registre ouvert de la World-Music, devant un public nombreux et recueilli, convié à un dialogue entre les cultures par la fusion intelligente des genres et des sonorités.



Accueilli durant 90 mn à la salle de l'Institut français d'Alger, le spectacle a permis une randonnée onirique, invitant l'assistance à emprunter les sentiers d'un brassage musical à l'inspiration prolifique, rendu par trois tempéraments pétulants dans des échanges généreux aux variations modales et rythmiques qui ont réduit les distances et unifié des styles de musiques issus du Maghreb, de l'Orient et de l'Inde.

Entouré de différents instruments de percussion dont le célesta (série de bâtonnets métalliques), le djembé (apparenté à une grande derbouka) et autres caisses de batterie, l'Algérien Salim Beltitane, à l'origine de cette «belle aventure» entretenue par le trio depuis 2015, a qualifié sa rencontre avec le Palestinien Issa Murad au oud (luth) et

l'Indien Rishab Prasanna à la flûte Bansouri indienne de projet de partage, insistant sur le souci de «créer des passerelles entre les cultures».

Interprétant une dizaine de pièces entre reprises et compositions oscillant entre rythmes nord-africains, maqâms et tradition des Ragas indiens, les instrumentistes ont brillé de technique et de virtuosité faisant montre d'un niveau de musicalité supérieur et d'un travail d'arrangement subtil qui a rendu possible la fusion des genres.

La première pièce, *Opening the Stage*, révélant l'identité du trio, a donné libre court à des improvisations qui ont «favorisé l'instant», où chaque musicien, s'est présenté à travers son instrument, dans une «narration» aux sonorités et aux lignes mélodiques renvoyant à ses origines, sur un thème récur-

rent, intelligemment conçu de manière à rendre la cohabitation musicale agréable à l'oreille.

Le Trio Hiwar, au jeu empreint de maîtrise et de professionnalisme, a ensuite enchaîné les pièces, *The Guitare of Wissem, Solo Issa, Afro Blue* - une reprise du Cubain Mongo Santamaria (1922-2003) -, *Zeina, Kinara, Rythmical peace, Solo Rishab, You Are Not Alone et Arabic Hindi* - mélange de rythmes avec une pièce du regretté célèbre Farid El Atrache (1910-1974), appréciées dans un silence religieux par un public conquis.

Dans une ambiance de grands soirs, la surprise aura incontestablement été l'interprétation de la musique réarrangée de *Wahran, Wahran*, une pièce du regretté maître de la chanson algérienne, Ahmed Wahbi (1921-1993), inscrite au patrimoine

musical de l'ouest algérien, accueillie dans la délectation par le public qui a longtemps applaudi les artistes.

Suggérant un fond musical planant, aux limites du genre psychédélique, les rythmes ternaires du 6/8 ou les mesures composées à dix et à sept temps et autres cadences irrégulières, ont servi de lit à des airs spécifiques aux différents terroirs, dans des conceptions ouvertes à toutes les combinaisons mélodiques permettant ainsi au «comma» (huitième de ton caractérisant la musique indienne) et au «quart» de ton, propre à la musique orientale, de se relayer harmonieusement.

À l'issue de la prestation, le public, savourant dans l'allégresse les moments de chaque titre interprété, a manifesté son enchantement aux artistes par une standing ovation qui les a rappelés à remonter sur scène et reprendre la pièce *Afro Blue*.

«C'est magnifique, le Trio Hiwar nous a offert un voyage à plusieurs escales !», a déclaré une spectatrice, avant d'ajouter, «ce trio est une bonne idée qui traverse le temps !».

Salim Beltitane, vouant son art au service du «rapprochement entre les peuples», s'est dit «très heureux» de présenter son projet en Algérie, transmettant par les valeurs de l'«amour et du partage», l'«humanisme et l'universalité».

Se produisant dans les Instituts français d'Algérie dans le cadre d'une tournée qui l'a déjà mené à Constantine et à Oran, le Trio Hiwar qui envisage d'enregistrer son premier album, est attendu samedi à Tlemcen.

T. D.

Salon national du livre
à Tlemcen

**25 maisons d'édition
attendues**

■ Pas moins de 25 maisons d'édition prennent part avec plus de 4.000 titres à la 3^{ème} édition du Salon national du livre, inauguré jeudi au centre des arts et expositions (Carex) Mohamed Ferah de Kouidia à Tlemcen, apprend-on de son directeur.

Organisée en collaboration avec Dar Nachr Djamaï El Djadid et les éditions Madaredj, cette manifestation culturelle propose plus de 100 nouveaux titres en langues nationale et étrangère, a indiqué Amine Boudefla à l'APS.

Prévue jusqu'au 9 du mois de décembre, cette 3^{ème} édition comporte, aussi, un programme d'activités culturelle varié et diversifié auquel prendront part des invités d'honneur représentant l'élite de la littérature algérienne, dont Rachid Boudjedra qui bénéficiera lundi prochain d'un hommage particulier de la part des organisateurs à l'occasion de ses 25 années d'écriture, a-t-on fait savoir.

En plus de deux ateliers consacrés au niveau de la bibliothèque de lecture publique Mohamed-Dib de Mansourah, cette nouvelle édition du salon verra l'organisation de plusieurs rencontres-débats qui seront animés par des personnalités littéraires algériennes dont Abdeljalil Mostefaoui, Mohamed Amine Saïdi et Laârid Messaouda. Des poètes de Tlemcen animeront, pour leur part, une soirée dirigée par Mebkhouti Noureddine. Des ventes-dédicaces seront organisées, quotidiennement, au niveau du Carex, a-t-on conclu.

L. B.

Préservation et protection du patrimoine

Le ministre de la Culture appelle à l'adhésion de la société civile

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a appelé, jeudi à Alger, la société civile à contribuer à la sensibilisation sur l'importance de la préservation du patrimoine national et à adhérer aux efforts de protection des sites archéologiques contre le vol et le pillage.

À une question posée par un député du FLN, lors de la séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, sur la situation du patrimoine, la négligence de certains sites archéologiques à M'sila dont la Kalaâ des Beni Hammad en s'interrogeant sur les projets du Palais de la culture et du musée de cette ville, le ministre a répondu qu'«un décret exécutif sera publié prochainement sur le plan de préservation et de restauration de la Kalaâ (citadelle), qui fut la capitale de l'Etat hammadite».

Des chercheurs spécialistes ont été dépêchés sur place pour inspecter ce site et procéder aux fouilles nécessaires, a-t-il dit.

Il a évoqué les grands projets prévus dans la région, notamment le Palais de la culture et le musée, dont les travaux avaient été gelés en raison du retard accusé dans

leur lancement.

Après avoir indiqué que son département oeuvrait à lever le gel, il a annoncé de nouveaux projets, à savoir un théâtre, une grande salle de spectacle et autres.

Concernant le vol et le pillage des musées et sites archéologiques, notamment ouverts, M. Mihoubi a dit que 130 objets volés dans la région de M'sila avaient été restitués au Musée Nasreddine Dinet à Bousaâda, en attendant la réalisation du musée de M'sila.

Le ministre a salué, dans ce sens, les efforts des services de la Sûreté, de la Gendarmerie nationale et des Douanes dans la protection des sites archéologiques.

Soulignant l'impératif de renforcer la protection des sites archéologiques et de les doter de moyens de surveillance, le ministre a exhorté les citoyens à signaler les actes de vols, mais aussi les opérations de vente qui s'effectuent le plus souvent sur les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, le ministre a fait état de la prochaine révision de la Loi portant protection du patrimoine culturel à travers de nouvelles dispositions renforçant les sanc-

tions contre la contrebande des pièces archéologiques.

S'agissant de la relance du festival de Kalaâ Beni Hammad, le ministre a déclaré ne pas être contre à condition de respecter les lois relatives à la protection du patrimoine et les recommandations de l'Unesco.

Le ministère de la Culture n'interdit aucun festival, mais il incombe aux initiateurs de rechercher le financement, a jouté M. Mouhoubi, assurant que son département est là pour apporter son aide dans la limite du possible.

Répondant à la question du député du Rassemblement national démocratique (RND), Hakim Berri, au sujet de l'antique cité de Tobna à Barika, livrée aux actes de vandalisme et de pillage, et des constructions aux alentours, le ministre a indiqué qu'une prise en charge est en cours dans le cadre d'un plan de protection. Des missions d'experts et de chercheurs seront dépêchées pour déterminer la superficie et délimiter le site, en vue de le sécuriser et déterminer les circuits destinés aux visiteurs, créer un musée et arrêter les périmètres de fouilles.

Y. B.

PAROLES DE FEMMES

«Une heure de conversation vaut mieux que cinquante lettres.»

Madame de Sévigné

FEMMES

ILS ONT DIT :

«La conversation est un art difficile. Il faut savoir être économe.»

Gilles Archambault

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Solidarité nationale

Prise en charge de plus de 9 500 femmes en détresse



RÉGIME

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a affirmé jeudi à Alger, que 9 526 femmes en détresse ont été prises en charge durant l'année en cours au niveau des établissements spécialisés relevant de la Solidarité nationale. Présidant une rencontre à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes qui coïncide avec le 25 novembre de chaque année, la ministre a évoqué les programmes et mesures arrêtés pour la prise en charge des femmes en détresse (victimes de conditions sociales, économiques ou de violence), précisant que le secteur dispose de trois établissements Diar Errahma dans les wilayas d'Alger, Constantine et Oran et leurs annexes, qui ont pour mission d'accueillir et d'accompagner les femmes en détresse, outre huit centres spécialisés pour la protection et la prise en charge pédagogique des filles de moins de 18 ans ainsi que 34 foyers pour personnes âgées. Soulignant l'intérêt particulier accordé par son département à la bonne prise en charge de cette catégorie, Mme Eddalia a fait état de l'existence de «plus de 467 intervenants spécialisés en écoute, orientation, accompagnement et réinsertion» en plus de «269 cellules de proximité destinées aux personnes vulnérables et familles pauvres». La ministre a mis en avant également l'élaboration d'un programme spécifique aux dispositifs d'aide et d'accompagnement des familles, notamment défavorisées ou en détresse à travers 251 espaces d'accueil, d'écoute, d'orientation et d'accompagnement, encadrés par 759 intervenants spécialisés, ainsi que d'autres mécanismes et dispositifs au

niveau des directions de l'action sociale et de solidarité des wilayas. Pour une meilleure prise en charge des femmes violentées et en détresse, Mme Eddalia a annoncé l'élaboration de la nouvelle stratégie nationale de prévention et de lutte contre la violence «qui s'adapte aux exigences actuelles», soulignant qu'en 2017, un article a été introduit sur les mécanismes d'écoute, d'accompagnement, et de prise en charge des femmes victimes de violences et de leurs enfants au sein du programme de formation des étudiants des centres nationaux de formation des fonctionnaires spécialisés dans les professions à caractère social. A cet égard, la ministre a rappelé la création d'un mécanisme d'alerte sur les violences à l'égard des femmes et des jeunes filles, à travers l'ouverture du numéro vert 27-15 au niveau des directions de l'action sociale et de la solidarité de chaque wilaya.

Après avoir salué le rôle de la société civile dans ce domaine, Mme Eddalia a fait part de l'existence de centres d'accueil et de prise en charge des femmes et jeunes filles en détresse, gérés par des associations activant dans le domaine de la protection et de la promotion de la femme, estimées à 358. Cette rencontre a été marquée par la remise des prix aux lauréats de la 3^e édition du concours national sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui a vu la participation de 34 journalistes de la presse écrite et audiovisuelle.

Ce prix, organisé par le ministère, vise à encourager les initiatives allant dans ce sens et à sensibiliser à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, à travers l'implication de tous.

R. F.

Le céleri, un aliment à calories négatives ?

L'expression «calories négatives» semble plus que surprenante ! Comment est-il possible qu'un aliment ait un bilan énergétique négatif ? Tout simplement parce que le digérer ferait consommer au corps plus de calories que l'aliment ne lui en a apporté. Parmi ces aliments miracles, le céleri est la star du moment. Tout d'abord, soyons clairs : tous les aliments contiennent des calories, stockées sous forme de glucides, de protéines ou de lipides. Si l'on parle d'aliments à calories négatives, c'est pour désigner cette famille d'aliments qui contiennent si peu de calories que l'énergie que le corps doit utiliser pour absorber leurs nutriments est supérieure à celle que ces aliments fournissent. Autrement dit, le corps est censé devoir brûler encore plus de calories pour traiter ces aliments qu'il n'en reçoit en les consommant.

Mais la théorie n'est pas encore solidement démontrée, et des études sont nécessaires pour prouver ou contredire réellement l'existence des aliments à calories négatives.

Des fruits et légumes, oui, mais lesquels ?

Consommer des aliments à calories négatives permettrait en tout cas non seulement de manger léger, mais d'absorber également de nombreuses vitamines. En effet, les aliments à calories négatives sont tous des fruits et légumes.

Parmi eux, on retrouve, outre le céleri : le chou, les épinards, les endives, le radis ; ou encore, chez les fruits, le citron, le melon, la pastèque et la papaye.

Et le céleri, dans tout ça ?

Le céleri, lui, est un aliment brûle-graisse à calories négatives qui est particulièrement riche en fibres (5% de sa masse sont composés de cellulose et d'hémicellulose). Il est par-



faitement indiqué en cas de problèmes de rétention d'eau, et il facilite le transit intestinal.

Il est également plein de minéraux (potassium, sodium et phosphore) et de vitamines C et B. Sa très forte teneur en eau (90%) en fait un aliment très peu calorifique, puisqu'il apporte 18 calories seulement aux 100 grammes ! Et si sa nature d'aliment à calories négatives est avérée, il est le compagnon idéal d'un régime minceur efficace !

Etude

Les filles sont meilleures que les garçons à l'école, ...et depuis longtemps

Une étude vient de montrer que les filles étaient plus fortes en classe que les garçons et ce, depuis au moins 100 ans. Des résultats qui vont à l'encontre des débats sur l'affaiblissement des résultats scolaires des garçons.

C'est un travail de fourmi que les chercheurs, Daniel et Susan Voyer, ont effectué. Les filles sont-elles meilleures que les garçons à l'école ? Depuis quand ? Assiste-t-on à une crise de l'efficacité des garçons ? Ce sont les questions que le duo de chercheurs se posait alors que les médias américains s'emballaient sur le fait que les garçons étaient devenus moins bons que les filles à l'école.

Ils ont donc commencé à recenser plus de 6 000 articles de 1914 à 2011 pour en tirer 308 études sur le sujet. Les résultats sont donc représentatifs de plus d'un million d'écoliers allant du primaire à l'université et venant de plus de 30 pays (bien que les Américains soient le plus souvent cités). Le verdict serait, selon ces chercheurs, sans appel. Les filles sont meilleures que les garçons à l'école, elle l'ont toujours été, depuis 100 ans, et ce, dans toutes les matières. Les conclusions avancent que les différences se font davantage ressentir entre 11 et 14 ans. On aurait pu penser, à tort, que les garçons excellerait davantage dans des domaines comme les maths et la science ? L'étude confirme que non, les filles tiennent bon et creusent même l'écart quand il s'agit de lecture ou de lettres. D'où vient cette disparité ? Le magazine Smithsonian, relayé par Slate relate que «Les auteurs émettent l'hypothèse que les parents poussent peut-être plus les filles que les garçons, ou que les garçons et les filles ont des styles d'apprentissage différents. Quoi qu'il en soit, il est clair que les filles peuvent faire des maths et de la science et y exceller.» Un bon coup de pied aux préjugés, à l'heure où les écoles d'ingénieurs, par exemple, sont essentiellement peuplées d'étudiants masculins.

BIEN-ÊTRE

Les personnes lentes risquent de mourir plus jeunes



Un temps de réaction lent ou variable pourrait être un moyen de déterminer son espérance de vie, d'après les recherches d'une équipe britannique. Les personnes le plus lentes augmenteraient de 25% les

risques de mourir jeune par rapport aux personnes plus rapides. Chez les animaux, un manque de réactivité augmente les risques de mort précoce. Selon une étude menée par des chercheurs britannique de l'University college

London et de l'université d'Edinburgh, la lenteur chez les hommes serait également synonyme d'une vie courte. Dans la revue scientifique PlosOne, les scientifiques expliquent avoir soumis 5 134 personnes, âgées de 20 à 59 ans, à un test de réactivité très simple. Les participants à l'étude devaient appuyer un bouton lorsqu'une image apparaissait sur leur ordinateur, à cinquante reprises, sans avoir été entraînés. En évitant tout choix, ce test ne pénalise ni les indécis, ni les incultes, selon les chercheurs.

Un système nerveux central détérioré

Au bout de quinze années de suivi, 378 personnes faisant partie du groupe, soit 7,4%, sont décédés. Les auteurs de l'étude ont

constaté que les personnes ayant répondu plus lentement au test de réactivité étaient susceptibles de mourir plus jeunes (25% de risques en plus), tout comme celles qui ont eu un temps de réaction variable d'un test à l'autre (36%). "Le statut socio-économique, l'hygiène de vie et les facteurs de risques cardio-vasculaires avérés expliquent partiellement, mais pas complètement, ces associations", indiquent les chercheurs.

Selon le docteur Gareth Hagger-Johnson, auteur principal de l'étude, le temps de réaction lent ou variable serait la manifestation d'un système nerveux central qui se dégrade aussi vite que le reste du corps. Un simple test de réactivité pourrait ainsi révéler son espérance de vie.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naïma MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ligue I Mobilis (13e journée)

Le MCA en péril à Bel Abbés

Union nord-africaine de football
Saâdane président
de la commission
technique

■ Le Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), Rabah Saâdane, a été désigné président de la commission technique de l'Union nord-africaine de football (UNAF), a indiqué jeudi l'instance fédérale.

La désignation de l'ancien sélectionneur de l'équipe nationale à la tête de la commission technique de l'UNAF a eu lieu en marge des travaux de la réunion du Bureau exécutif de l'Union nord-africaine de football, le 27 novembre à Tunis et sur proposition du secrétaire général de la FAF, précise la même source.

«Le technicien algérien met sa longue expérience des terrains à la disposition des pays membres de l'UNAF», souligne la FAF. Rabah Saâdane a donné son accord mercredi, lors de la réunion du Bureau fédéral de la FAF, pour être le nouveau président de la commission technique de l'UNAF.

Mercato d'hiver

Au-delà de 10 millions
DA de dettes, les clubs
interdits de recrutement

■ Les clubs des Ligues 1 et 2 professionnelles de football, dont le montant de dettes dépasse les 10 millions de dinars, seront interdits de recrutement lors du prochain mercato d'hiver fixé du 16 décembre au 15 janvier, a annoncé mercredi la Fédération algérienne (FAF) sur son compte officiel Twitter.

À la veille du début de la saison footballistique 2017-2018, 12 clubs sur les 16 composant la Ligue 1 ont été interdits de recrutement et traduits devant la Commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) pour dettes impayées envers joueurs et entraîneurs. Plusieurs d'entre eux ont pu régler une partie de leurs dettes, ce qui leur avait permis d'engager de nouveaux joueurs.

La FAF a fixé aux clubs réfractaires la date butoir du 15 décembre pour épurer leurs dettes au risque de se voir interdire le recrutement au terme de la phase aller de la compétition.

«Si la situation des clubs concernés demeure inchangée, les sanctions prévues par les règlements seront rigoureusement appliquées et peuvent aller jusqu'à la défalcation de points», avait prévenu la FAF.

Le RC Relizane, relégué en Ligue 2 au terme de la saison écoulée, s'était vu défalquer trois points avant le début de l'exercice 2016-2017 pour n'avoir pas régularisé sa situation.



Le Mouloudia d'Alger se rendra à Sibi Bel Abbés pour croiser le fer avec l'USMBA, pour le compte de la 13e journée de la Ligue I Mobilis, dans une rencontre qui s'annonce très difficile pour la formation algéroise. Les Vert et Rouge qui restent sur une défaite lors du derby algérois lors du

match en retard disputé mardi dernier aura fort à faire face aux gars de la Mekerra. Les poulains de Casoni se doivent de se donner à fond s'ils souhaitent revenir au moins avec le point du nul, ce qui n'est pas vraiment évident surtout que la formation locale souhaite s'en sortir et se relancer après la période difficile traversée.

L'Entente de Sétif qui occupe la troisième place au classement général se rend à Alger pour affronter le Nasr d'Hussein-Dey dans une empoignade qui s'annonce très difficile. Les Sang et Or qui restent sur un nul à l'extérieur se doivent de confirmer et prendre les trois points du succès lors de cette confrontation très difficile.

Toutefois, l'Entente ne l'entendra pas de cette oreille, elle qui reste sur une victoire à domicile face au PAC. Les poulains de Madoui sont décidés à réussir cette sortie, eux qui croient en leur étoile et pensent qu'ils sont capables de rééditer l'exploit de la saison dernière en arrachant un second titre consécutif. Pour cela, ils doivent réussir cette sortie et revenir au moins avec le point du nul. L'USM Alger se rend à Oran pour croiser le fer avec le MC Oran et aura fort à faire face aux Hamraoua. Les Oranais sont, en effet, décidés à remporter les trois points et sortir de cette situation difficile. Le derby algérois qui mettra aux prises le Paradou AC au CR Belouizdad devrait tenir toutes ses promesses, sachant que les deux formations cherchent à grignoter des points supplémentaires pour gagner des places supplémentaires. Le derby de la Mitidja entre l'USM Blida à l'O Médéa s'annonce inéquitable, avec des Blidéens qui souhaitent se sortir de la zone rouge et des Médéens qui souhaitent se rapprocher des premières places.

Imad M.

Le programme :
Samedi 1 décembre 2017 à 16 h :
USMB-OM (15h)
MCO-USMA
NAHD-ESS
USMBA-MCA
PAC-CRB (17h)

Coupe d'Algérie de football

Les derbies domiciliés dans le plus grand stade de la wilaya

■ Les rencontres derbies en Coupe d'Algérie seront domiciliées dans le plus grand stade de la wilaya à partir de l'actuelle saison 2017-2018, a indiqué jeudi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site. «Les rencontres opposant deux (02) clubs de la même wilaya sont domiciliées dans le plus grand stade de la wilaya», a affirmé la FAF, au lendemain de la réunion de son bureau fédéral à Sidi-Moussa (Alger) qui vont abriter la 19ème édition des Jeux méditerranéens en 2021.

Selon le document publié sur le site de l'instance fédérale, les stades qui accueillent

ront les matchs des 32es, 16es et 8es de finale doivent «impérativement» avoir une capacité d'accueil de 8.000 places assises, alors que ceux des 1/4 et 1/2 finales doivent pouvoir contenir 20.000 personnes assises.

«Dans le cas où le stade d'un club recevant ne satisfait pas aux exigences réglementaires sus-citées (...) le club concerné est tenu de communiquer, dans les 24 heures suivant le tirage au sort, le stade conforme aux conditions exigées. Faute de communication, dans le délai de 24 heures, d'un stade réglementaire, la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie, réunie, procède à la

domiciliation des rencontres dans des stades répondant aux normes précitées», ajoute-t-on de même source.

Ces décisions ont été prises pour éviter à la FAF les querelles de la saison passée, quand le CR Belouizdad, futur vainqueur et le MC Alger, avaient insisté (et eu gain de cause) pour recevoir en demi-finales respectivement l'USM Bel-Abbès et l'ES Sétif au 20-août-1955 et à Omar-Hamadi qui n'offrent pas toutes les commodités nécessaires pour un accueil agréable des nombreux supporters présents à cette occasion et un football de bonne facture.

Infrastructures

Le nouveau stade d'Oran devrait être inauguré le 5 juillet 2018

■ La réception du grand stade d'Oran de 40.000 places, prévue initialement pour mars 2018, sera repoussée pour la fin du premier semestre de la même année, a indiqué jeudi le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, à l'issue de la visite qu'il a effectuée sur les lieux. «A priori, le grand stade d'Oran sera opérationnel à la fin du premier semestre de l'année prochaine. On table énormément sur son inauguration le 5 juillet 2018, date coïncidant avec la célébration de la fête de l'indépendance et de la jeunesse», a déclaré le ministre à la presse.

«Si tout fonctionne comme programmé, on songera même à domicilier dans ce stade la

finale de la Coupe d'Algérie de cette saison», a-t-il ajouté. Le premier responsable du secteur de la jeunesse et des sports s'est dit, en outre, satisfait de l'évolution des travaux au sein du stade mais aussi dans l'ensemble des infrastructures du nouveau complexe d'Oran qui vont abriter la 19ème édition des Jeux méditerranéens en 2021.

«Par rapport à ma dernière visite que j'ai effectuée sur les lieux, je note avec satisfaction que la cadence des travaux a sensiblement augmenté.

Aujourd'hui, le taux de réalisation du stade a atteint les 70%. Idem pour le village méditerranéen où le taux est estimé à 60%», a-t-il

encore dit.

Revenant sur les contraintes, notamment d'ordre financier, ayant quelque peu freiné l'évolution du projet, M. Ould Ali a assuré que tout était entré dans l'ordre dans ce registre, précisant que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ainsi que le Premier ministre, Ahmed Ouyahia avaient donné, dernièrement, des instructions pour la levée de toutes les contraintes financières auxquelles étaient confrontés les travaux de réalisation du complexe sportif d'Oran, ainsi que tous les équipements d'accompagnement dans le cadre des préparatifs de la capitale de l'Ouest algérien pour l'organisation du grand rendez-

vous sportif méditerranéen.

Et si les travaux avancent bien au niveau des tribunes et autres structures du stade de 40.000 places, ce n'est pas le cas pour la pelouse naturelle prévue pour le revêtement du terrain. Les responsables concernés n'ont d'ailleurs même pas procédé à la désignation de la société chargée de la réalisation de cette surface.

Le ministre, qui était accompagné du wali d'Oran, Mouloud Chérifi, a fait savoir que ce dossier «devrait être géré avec grande précaution, car il faudra faire le bon choix pour éviter les erreurs commises dans les autres stades du pays».



Algier
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 18 °C



Oran
Ensoleillé
Min 13 °C
Max 17 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 15 °C

http://www.lesdebats.com

Lafarge en Syrie

Trois responsables placés en garde à vue en France

Trois responsables du géant cimentier français Lafarge ont été placés en garde à vue mercredi dans le cadre des investigations sur des soupçons de financement de groupes terroristes en Syrie, dont l'organisation auto-proclamée Etat islamique (EI/Daech), ont indiqué des sources proches de l'enquête.

Ils sont entendus par le Service national de douane judiciaire (SNDJ), chargé de l'enquête, ont précisé ces sources. Le numéro un mondial du ciment depuis sa fusion en 2015 avec le Suisse Holcim et fleuron du CAC 40, a versé une somme de plus de 500.000 dollars à Daech, pour continuer à faire fonctionner en 2013 et 2014 l'usine de Jalabiya (nord de la Syrie), malgré le conflit. Parmi les personnes placées en garde à vue se trouvent, le directeur de la cimenterie de 2008 à 2014, Bruno Pescheux, et Frédéric Jolibois, qui a repris la direction du site à partir de l'été 2014, selon des sources proches du dossier. Lafarge est aussi soupçonné d'avoir acheté du pétrole à différentes organisations terroristes, là encore pour que ces dernières lui permettent de poursuivre son activité.

Dans un rapport, le SNDJ avait estimé que la direction française du groupe avait "validé ces remises de fonds en produisant de fausses pièces comptables". Les 14 et 15 novembre, une vaste perquisition a été menée au siège du cimentier à Paris. Entendu en janvier dans le cadre d'une audition libre, Bruno Pescheux était revenu sur le choix de Lafarge de maintenir son activité en Syrie, contrairement au pétrolier Total ou à d'autres multinationales qui avaient quitté le pays. «On faisait vivre directement», s'était-il justifié, d'après une des sources proches du dossier. L'idée était aussi «d'éviter la cannibalisation de l'usine, qui serait arrivée si elle avait été perçue comme à l'abandon».

Continuer à faire tourner la cimenterie, dont la production s'était effondrée à mesure que la situation se dégradait, avait un prix: la branche syrienne du groupe (Lafarge Cement Syria, LCS) monnayait la sécurité de ses employés en versant «de 80.000 à 100.000 dollars» à un intermédiaire, Firas Tlass, ex-actionnaire minoritaire de l'usine, qui ventilait ensuite les fonds entre différentes factions armées, d'après Bruno Pescheux. Cela représentait pour Daech «de l'ordre de 20.000 dollars» par mois, avait précisé l'ex-directeur. Quant à Frédéric Jolibois, auditionné en février, il avait reconnu avoir acheté du pétrole «à des organisations non-gouvernementales en toute illégalité». Outre MM. Jolibois et Pescheux, plusieurs autres responsables du cimentier et de sa filiale syrienne ont été entendus début 2017. Pour rappel, c'est le quotidien *Le Monde* qui est à l'origine des révélations en juin 2016 sur ce scandale. Selon des sources qu'il n'a pas nommées, le journal avait indiqué que «pour continuer de fonctionner pendant la guerre, la cimenterie du groupe français à Jalabiya, dans le nord du pays, s'est approvisionnée et a payé des taxes à l'organisation Etat islamique en 2013 et 2014», au moment où le groupe terroriste Daech a pris le contrôle, en 2013, des villes et routes environnantes à l'usine.

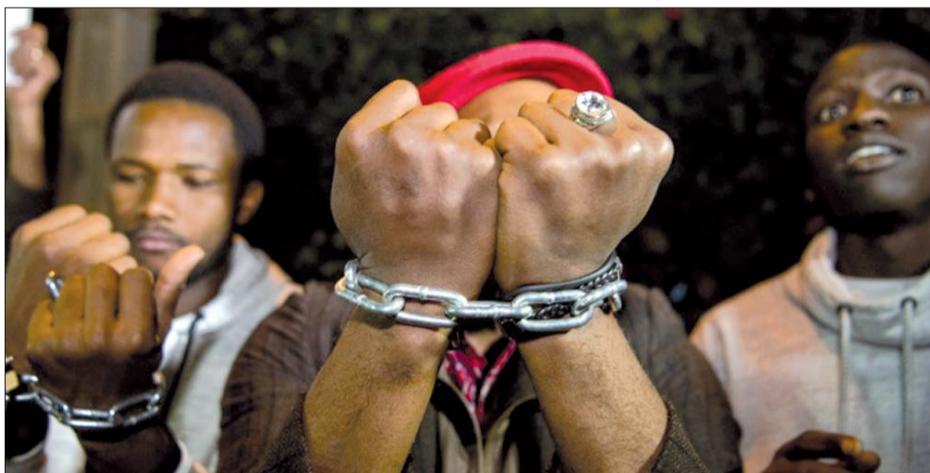
Sur la base de ces informations, le ministre français de l'Economie avait déposé plainte déclenchant ainsi l'ouverture d'une enquête préliminaire par le parquet de Paris, confiée au Service national de douane judiciaire (SNDJ).

Y. M.



Libye

Quelques 3 800 migrants à rapatrier d'urgence



Quelque 3 800 migrants africains en Libye doivent être rapatriés d'urgence, a annoncé le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, soulignant que le chiffre global de migrants en Libye se situait «entre 400 000 et 700 000».

Les 3 800 migrants, majoritairement de l'Afrique de l'Ouest, ont été recensés dans un camp près de Tripoli, vivant dans des «conditions inhumaines», a affirmé Moussa Faki Mahamat lors de la conférence de presse finale du 5^e Sommet UA-UE à Abidjan (Côte d'Ivoire) dont les travaux ont été clôturés jeudi. «Ils veulent sortir le plus rapidement possible de

ce guépier» et doivent être rapatriés d'urgence, a-t-il ajouté. «Mais il ne s'agit que d'un seul camp», a souligné M. Faki, indiquant que «le gouvernement libyen nous a dit qu'il y en a 42. Certainement qu'il y en a plus que cela. On parle de 400 000 à 700 000 migrants africains en Libye». «Il faut d'abord secourir d'urgence ceux qui sont dans cette situation et nous réfléchissons ensemble, Libye, Union européenne, Union africaine, ONU, pour trouver des solutions plus pérennes à cette question de la migration», a-t-il conclu.

Les dirigeants de neuf pays européens et africains, dont la Libye, ainsi que de l'ONU, l'Union européenne et

l'Union africaine, ont décidé en marge du 5^e Sommet UA-UE de mener des «opérations d'évacuation d'urgence dans les prochains jours ou semaines» des migrants victimes des trafiquants en Libye. La Libye a réaffirmé son accord pour identifier les camps où des scènes de barbarie ont été identifiées. Le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union libyen, Faye Sarraj, a donné son accord pour qu'un accès puisse être assuré. Il a, en outre, été décidé par l'UE, l'UA et les Nations unies un soutien accru à l'OIM (Office international des migrations) pour aider au retour des Africains qui le souhaitent vers leur pays d'origine.

Bilal L.

Protection civile de la wilaya d'Alger

Quatre incendies causés par des produits pyrotechniques

Les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont enregistré, dans la nuit du jeudi à vendredi, quatre incendies causés par l'utilisation de produits pyrotechniques à l'occasion du Mawlid Ennabaoui, a-t-on appris des mêmes services.

Le chargé d'information auprès de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Benkhalfallah a précisé à l'APS que l'utilisation abusive des produits pyrotechniques a été à l'origine de quatre incendies ayant nécessité l'intervention des agents de la Protection civile au niveau des communes de Kouba, Hussein Dey, Bab El Oued et Sidi M'hamed. A Sidi M'hamed un bus a été entiè-

rement ravagé par le feu, ainsi qu'un autre véhicule à Bab El Oued après un échange de jets de pétards entre des jeunes.

Des échanges de jets de pétards entre des groupes de jeunes à Ruisseau (Hussein Dey), et à Kouba, ont causé des incendies dans deux balcons d'immeuble, a indiqué la même source, précisant que ces incendies «n'ont heureusement fait aucune victime».

Les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger avaient mis en garde les citoyens contre l'utilisation périlleuse des jeux pyrotechniques durant la célébration du Mawlid Ennabaoui.

R. N.

ACTU...

Tamanrasset et Tindouf Onze contrebandiers arrêtés et une arme à feu saisie

Onze contrebandiers ont été arrêtés à Tamanrasset et Tindouf par des détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également saisi une arme à feu, deux véhicules tout-terrain, sept motos et divers outils d'orpillage, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, le 29 novembre 2017 à Tamanrasset/6e RM et Tindouf/3e RM, 11 contrebandiers et saisi une arme à feu, deux véhicules tout-terrain, sept motos et divers outils d'orpillage», note la même source, ajoutant, en outre, que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont intercepté, à Blida/1e RM, deux individus en possession d'une arme à feu». A Oran et Naâma/2e RM, un autre détachement de l'ANP «a appréhendé en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale et les services des Douanes deux narcotrafiquants et saisi 61,5 kg de kif traité, tandis que 2 058 unités de différentes boissons ont été saisies à Ouargla/4e RM et Mostaganem/2e RM et 7 085 unités d'articles pyrotechniques à El Oued et Biskra /4e RM».

Par ailleurs et «dans le cadre des efforts soutenus pour faire face au phénomène de l'immigration clandestine, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté 52 immigrants clandestins de différentes nationalités à Ouargla, Ghardaïa, Tlemcen, Laghouat et Adrar», conclut le communiqué du MDN.

K. T.

Tunnel de Kherrata Deux morts et un blessé grave dans un carambolage

Deux personnes ont été tuées et une autre a été blessée dans un carambolage survenu, dans la nuit de mercredi à jeudi, à hauteur du tunnel de Kherrata, situé sur la RN09 reliant Béjaïa à Sétif, a-t-on appris de la Protection civile. L'accident est intervenu lorsque deux véhicules légers et un camion sont entrés en collision, causant la mort d'un jeune homme de 20 ans, et la blessure grièvement de deux autres personnes, âgées toutes deux de 35 ans. L'un des blessés a succombé à ses blessures à l'hôpital de Kherrata alors que l'autre a été maintenue en observation dans la même structure du fait des lésions graves relevées dans différents endroits de son corps. L'état des trois véhicules, littéralement disloqués témoigne de la force des chocs, selon des photos reçues à l'APS. Ce tronçon de route, long de 11 km, est réputé être redoutable, à cause du trafic qui y règne, de sa configuration incitative à l'usage de la vitesse et des conditions de circulation qui le caractérise, marquées notamment par des déficiences d'aération, d'éclairage et de l'état de sa chaussée, souvent mouillée du fait des infiltrations d'eau qu'il subit. Par ailleurs, 19 personnes ont trouvé la mort et 297 autres ont été blessées dans 267 accidents de la route enregistrés durant la dernière semaine en zones urbaines, a indiqué jeudi un communiqué de la Sûreté nationale. Comparativement à la semaine précédente, le bilan de ce jeudi fait ressortir une sensible hausse du nombre d'accidents (+26) et du nombre des blessés (+15), alors que le nombre des décès a baissé de (-2), précise la même source. Le facteur humain demeure la cause principale dans 97% des accidents de la circulation, suivi de l'état des véhicules et des routes, indique la même source. La Dgns rappelle aux usagers de la route l'importance de la vigilance et du respect du code de la route et de la limitation de vitesse. Le numéro vert (15 48) est mis à la disposition des citoyens pour recevoir les signalements et répondre aux préoccupations.

T. K.